

# SAINT PEE SUR NIVELLE

## PLAN LOCAL D'URBANISME



### MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU

#### C – Avis des Personnes Publiques Associées

Dossier mis à disposition du public



**Agence Publique de Gestion Locale**  
**Service Intercommunal Territoires et Urbanisme**  
Maison des Communes - rue Auguste Renoir  
B.P.609 - 64006 PAU Cedex  
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47  
Courriel : [service.urbanisme@apgl64.fr](mailto:service.urbanisme@apgl64.fr)





## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	2
1. Avis de la Chambre d'agriculture .....	3
2. Avis du syndicat mixte en charge du SCOT .....	5
3. Avis du DEPARTEMENT 64 .....	8
4. Avis de TEREGA .....	9
5. Avis de la MRAE .....	14
1.1 Avis en date du 24 mars 2021 .....	14
2.1 Avis en date du 16 août 2021 .....	17

# 1. AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE



Monsieur le Président  
Communauté d'Agglomération Pays  
Basque - DGASTAH  
15 avenue FOCH  
CS88507  
64185 Bayonne

**Siège Social**

124 boulevard Tourasse  
64078 PAU CEDEX  
Tél : 05.59.80.70.00  
Fax : 05.59.80.70.01  
Email :  
[accueil@pa.chambagri.fr](mailto:accueil@pa.chambagri.fr)

Hasparren, le 10 février 2021

Affaire suivie par :

Gaëlle BENCE  
☎ 05.59.70.29.25  
Portable : 06.09.48.67.63  
Fax : 05.59.70.29.29  
Email :  
[g.bence@pa.chambagri.fr](mailto:g.bence@pa.chambagri.fr)

**A l'attention de Jérôme ARHANCET**

**Objet : Modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle**

Monsieur le Président,

Mes services ont reçu le projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Cette modification a pour objectif de répondre aux besoins des exploitations en terme de bâtiments agricoles. Le rapport de présentation précise effectivement que des projets de développement agricoles ne peuvent aujourd'hui se concrétiser car ils sont localisés dans un zonage naturel N inconstructible du PLU en vigueur. Or les secteurs ciblés sont bien à usage agricole, comme le montre le diagnostic agricole qui figure dans le projet de révision du PLU engagé en 2015 et arrêté en 2019.

Le passage d'un zonage naturel N en agricole A va permettre de répondre aux exploitations agricoles ayant des besoins en bâtiments à court terme, dans la cadre de projets d'installation et pour contribuer à la pérennisation des structures.

La Chambre d'agriculture émet un avis favorable à cette modification simplifiée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Établissement public  
loi du 31/01/1924  
Siret 186 400 032 00022  
APE 9411Z  
[www.pa.chambagri.fr](http://www.pa.chambagri.fr)






Vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

**Bernard LAYRE**  
*Président de la Chambre d'Agriculture*

## 2. AVIS DU SYNDICAT MIXTE EN CHARGE DU SCOT



Envoyé en préfecture le 29/03/2021  
Reçu en préfecture le 29/03/2021  
Affiché le   
ID : 064-256404278-20210311-BS2021031102-DE

**Syndicat Mixte du SCOT du Pays Basque et du Seignanx**  
19 rue Jean Molinié - 64100 BAYONNE - Tél : 05.59.74.02.57

### BUREAU SYNDICAL DU JEUDI 11 mars 2021

Extrait du registre des décisions du Bureau

Le Bureau syndical s'est réuni dans la salle Sanoki à Itxassou le 11 mars 2021 à 18h30, sur invitation du Président, Marc Bérard, en date du 5 mars 2021.

Président de séance : Marc BERARD

		Territoires	Présents	Absents ou excusés	Procuration à
Communauté d'Agglomération Pays Basque	Côte Basque Adour		BERARD Marc	BACH Fabrice-Sébastien	
			DE PAREDES Xavier	LACASSAGNE Alain	
	Sud Pays Basque		DAGUERRE ELIZONDO M-Christine		
			EUSTACHE Dany		
	Errobi		GOYHETCHE Ramuntxo		
			CARRÈRE Bruno		
	Nive-Adour		LABÈGUERIE Marc		
			CIER Vianney		
	Pays de Hasparren		SAINT ESTEVEN Marc		
			GASTAMBIDE Arño		
	Amikuze		HARAN Gilles		
	Garazi-Baïgorry		ETCHEBER Peio	DAGUERRE Mayie	
	Soule		COSCARAT Jean-Michel	BARETS Claude	
	Iholdy-Ostibarre			IRIART Jean-Pierre	
C.de communes du Seignanx	Pays de Bidache		LARRALDE André	ELGART Xabi	
			GOITY Xalbat		
			AIME Thierry		
			LASSERRE Jean-François		
			DUFAU Isabelle	PEYNOCHE Gilles	DUFAU Isabelle

Date d'envoi de la convocation : 05/03/2021

Membres du Bureau en exercice : 25

Membres du Bureau présents : 18

Membres du Bureau ayant pris part au vote (y compris procurations) : 19

### Décision n°2021-09 – Urbanisme : Avis sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Saint Pée sur Nivelle

Le Bureau du Syndicat Mixte du SCOT est sollicité par la Communauté d'Agglomération Pays Basque pour émettre un avis en tant que Personne Publique Associée sur la modification simplifiée n°3 du PLU de SAINT PEE SUR NIVELLE.

*Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.*

L'examen des procédures d'urbanisme en cours et l'exercice du rôle de PPA, constitue pour le Syndicat, un moyen important de s'assurer que chaque projet contribue effectivement à la mise en œuvre des orientations du SCoT en vigueur à leur échelle.

Le Bureau syndical a pris connaissance avec intérêt et attention du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de SAINT PEE SUR NIVELLE lors de la séance du 11 mars 2021. Cette présentation s'est faite en présence de Monsieur Dominique IDIART, le Maire, et de Madame Pierrette PARENT- DOMERGUE, première Adjointe en charge de l'urbanisme. Ils ont pu répondre à toutes les questions que souhaitaient poser les élus du Bureau.

**La commune de Saint Pée sur Nivelles souhaite déclasser 4 secteurs en zones naturelles pour les classer en zones agricoles et ainsi permettre la création de bâtiments agricoles.**

Les parcelles concernées sont occupées par de jeunes exploitants récemment installés ou souhaitant reprendre l'activité familiale. Dans le cadre de leurs activités, ces exploitants ont besoin de construire de nouveaux bâtiments agricoles. Or le règlement de la zone naturelle interdit ce type de constructions. Pour ne pas retarder les projets portés par ces exploitants, la commune propose donc un reclassement en zone agricole.

**Les quatre secteurs concernés par cette proposition :**

**Secteur Zaluaga, Route d'Ahetze (1,8 ha)**

L'exploitant dispose d'un bâtiment agricole de 100 ovins. Le projet de développement (nouvelle bergerie avec transformation laitière, stockage, salle de traite, laiterie, salle de transformation, affinage, local technique et bureau) porté par l'agriculteur n'est pas possible au sein du bâtiment existant. Il est donc envisagé la création d'un nouveau bâtiment dans la continuité de l'existant.

**Secteur Ehaltzekoborda (1,4ha)**

Il s'agit pour l'exploitant de construire un bâtiment agricole en remplacement du bâtiment actuellement utilisé implanté en bordure du chemin Mendi Eder.

Le nouveau bâtiment accueillera la bergerie et un espace de stockage de fourrage et de matériel. Il serait positionné à proximité de la frange boisée dans la partie de la parcelle la moins impactante possible.

**Secteur Arhaltzeko Borda (2ha)**


L'exploitation (élevage ovins) est en cours de transmission dans le cadre familial. Le bâtiment actuel (250 ovins et stockage) est entièrement occupé. La construction d'un bâtiment à proximité de l'existant permettrait de relocaliser le stockage et de dégager de la place pour l'augmentation du cheptel dans le bâtiment existant.

**Secteur Leonenborda (2,1 ha)**

Il s'agit de permettre la réalisation d'une bergerie pour un cheptel d'environ 90 ovins et 14 bovins, ainsi qu'un espace de stockage de fourrage. Les deux parcelles concernées sont communales et mises à disposition de l'agriculteur qui exploite déjà plusieurs parcelles sur ce secteur.

Pour l'instant, aucun bâtiment sur le secteur ne peut répondre à ses besoins. La localisation du projet reste à définir.

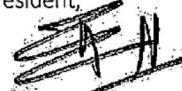
**décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.**

Envoyé en préfecture le 29/03/2021  
Reçu en préfecture le 29/03/2021  
Affiché le   
ID : 064-256404278-20210311-BS2021031102-DE

Le Bureau syndical après en avoir débattu et délibéré à l'unanimité des voix exprimées :

→ EMET UN AVIS FAVORABLE sur ce projet de modification n°3 du PLU de Saint Pée sur Nivelle.

Le Président,



Marc BERARD

### 3. AVIS DU DEPARTEMENT 64



TERRITOIRES, ÉDUCATION, VIVRE ENSEMBLE  
DIRECTION TERRITOIRES ET CADRE DE VIE  
MISSION INGÉNIERIE ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Affaire suivie par : Xavier CAHN  
Téléphone : 05 59 11 42 55  
Email : [xavier.cahn@le64.fr](mailto:xavier.cahn@le64.fr)

Référence : 2020/015

Pau, le 02 MARS 2021



Monsieur Jean-René ETCHEGARAY  
Président  
Communauté d'agglomération Pays Basque  
15 AVENUE FOCH  
CS 88 507  
64185 BAYONNE CEDEX

Objet : Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle - Avis du Département

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 2 février 2021, vous nous avez adressé, pour avis, votre projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Suite à l'examen par les services du Département, votre dossier ne fait pas l'objet d'observations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,  
L'adjointe au Directeur général adjoint  
chargé de la Direction générale adjointe des Territoires,  
de l'Éducation et du Vivre-Ensemble

Valérie ELOIRE



## 4. AVIS DE TERE GA



Direction Opérations  
Coordination de BILLÈRE  
7 rue de la Linière  
64140 BILLÈRE  
Tél : +33 (0) 5 57 26 54 00  
travaux-tiers.billere@terega.fr

BILLÈRE, le 09/03/2021

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS  
BASQUE

POLE ERROBI  
ZA Errobi-Alzuyeta  
CS 40041  
64250 ITXASSOU

A l'attention de Joïmo ARHANCET

DOP/ETR/COPT/BI-T2021 / 262 - PL  
Affaire suivie par : Pierre LAFON

V/Ref - Dossier PLU

Objet - Plan Local d'Urbanisme (révision)  
Modification PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle.  
Commune de SAINT-PEE-SUR-NIVELLE - 64

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre courrier concernant le projet d'établissement du PLU de la commune citée en objet.

Nous vous confirmons que notre réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression traverse votre commune. Les ouvrages concernés sont :

**CANALISATION DN 600 ST PEE/NIVELLE-URRUGNE  
CANALISATION DN 600 ARCANGUES-ST PEE/NIVELLE**

Ce réseau est soumis à l'arrêté ministériel du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques. Il est également soumis au Code de l'Environnement qui instaure des Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Conformément à cette réglementation, nous vous demandons de tenir compte des contraintes liées aux servitudes de nos canalisations de transport de gaz naturel à haute pression qui sont transcrites dans des arrêtés préfectoraux transmis à la commune.

A titre d'information, nous vous joignons les éléments suivants : le document GAZ I3, indiquant les ouvrages TEREGA traversant votre commune (Tableau 1), la largeur de la servitude non aedificandi (Tableau 2) et la référence à l'arrêté préfectoral instituant les SUP sur la commune.

Suite à la promulgation des SUP, TEREGA ne fournit pas d'extrait SIG ou de cartographie papier des bandes SUP qui sont annexées aux arrêtés et peuvent être consultées dans les services de la Préfecture et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ainsi que dans la mairie de la commune concernée.

Toutefois, TEREGA peut fournir sous convention le tracé des bandes de servitude de passage I3 (servitude non aedificandi).

**TEREGA S.A.**

Siège social : 40, avenue de l'Europe • CS 205 22 • 64010 Pau Cedex  
Tél. +33 (0)5 59 13 34 00 • Fax +33 (0)5 59 13 35 60 • [www.terega.fr](http://www.terega.fr)

Capital de 17 579 086 euros • RCS Pau 095 580 841



Afin que soit respecté l'ensemble des dispositions réglementaires et que nous puissions analyser au mieux les interactions possibles entre de futurs projets de construction et nos ouvrages, **il est demandé que :**

- le tracé des canalisations et de leurs servitudes soient représentés sur les cartographies du PLU, afin d'attirer l'attention sur les risques potentiels que présentent nos ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation.
- les servitudes liées à la présence de nos ouvrages présentées dans le document GAZ I3 joint soient mentionnées dans la liste des servitudes de votre PLU,
- les contraintes d'urbanisme mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du document GAZ I3 joint soient inscrites dans votre PLU,
- TEREKA soit consulté le plus en amont possible dès lors qu'un projet d'urbanisme (ERP, IGH, CU, PC...) se situe dans la zone SUP1 reportée sur la cartographie annexée à l'arrêté préfectoral,
- TEREKA soit consulté pour toutes modifications ultérieures envisagées pour l'occupation des sols en termes de Plan Local d'Urbanisme.

En cas de projet incompatible avec la présence de nos ouvrages TEREKA pourra être amené à émettre un avis défavorable. Il y aura alors lieu d'étudier un aménagement du projet ou de la canalisation, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, nous vous rappelons qu'au titre des articles R-554-19 et suivants du code de l'environnement, et afin d'éviter lors des travaux tous risques d'endommagement des ouvrages enterrés environnant, tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le télé-service [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) et y déposer les DT et DICT. Cette déclaration devra être adressée, au plus tard 7 jours avant le commencement des travaux à l'adresse TEREKA mentionnée par le télé-service.

Nous vous informons également que nous souhaitons uniquement être associés au « porter à connaissance », avec consultation à terme de notre service, nous n'assisterons donc pas aux commissions de travail du PLU.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos salutations distinguées.

**Le Responsable Activité Travaux Tiers**

**Jean-Alain MOREAU**

PJ. Document GAZ I3 (bandes de servitude et contraintes d'urbanisme)



<p align="center"><b>PLAN LOCAL D'URBANISME</b></p> <p align="center"><b>Commune de SAINT-PEE-SUR-NIVELLE - 64</b></p> <p align="center"><b>Servitudes I3</b></p> <p align="center"><b>Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz</b></p>
<p align="center"><b>RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL TEREGA</b></p> <p align="center"><b>CONTRAINTES D'URBANISME</b></p>

**1. Dénomination des ouvrages TEREGA traversant la commune**

La commune est traversée par les ouvrages suivants :

**Tableau 1 : Ouvrages TEREGA**

Nom de la canalisation	Pression Maximale de Service (Bar)	Diamètre (mm)	Traverse / impacte	Longueur sur la commune (km)	Référence Arrêté d'Autorisation
CANALISATION DN 600 ARCANGUES - URRUGNE	80	600	Traverse	4,88	Arrêté du 18/06/2004



## 2. Références aux principaux textes officiels

- Code de l'énergie
- Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 à 36
- Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 121-1, L.121-2, L. 122-1, L. 123-1 et R 431-16
- Arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques
- Etude de dangers générique du transporteur TEREGA

## 3. Servitude non aedificandi

Cette servitude correspond à une bande de libre passage permettant l'accès aux agents de TEREGA pour l'entretien, la surveillance et la maintenance des canalisations et de leur environnement.

A l'intérieur de cette bande, les propriétaires des parcelles concernées se sont engagés par convention à ne pas procéder, sauf accord préalable de TEREGA, à des constructions, à la plantation d'arbres ou arbustes, à l'édification de clôtures avec des fondations ou à des stockages même temporaires.

Tableau 2 : Largeur des bandes de servitude non aedificandi

Nom de la canalisation	Largeur de la bande de servitude non aedificandi (m)
CANALISATION DN 600 ARCANGUES- URRUGNE	De 4 à 10 mètres

#### 4. Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

La commune a fait l'objet d'un arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Les ouvrages traversant ou impactant votre commune ainsi que les restrictions d'urbanisme sont listés dans cet arrêté.

#### 5. Travaux à proximité du réseau TERECA

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Articles R. 554-1 à R. 554-39 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.
- Arrêté Ministériel du 15 février 2012 et Décret du 17 juin 2014 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.
- Tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le **télé-service** [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) et déposer si nécessaire les DT et DICT auprès de TERECA. Cette déclaration devra être adressée, au plus tard 7 jours avant le commencement des travaux à l'adresse TERECA mentionnée par le téléservice.

## 5. AVIS DE LA MRAE

### 1.1 AVIS EN DATE DU 24 MARS 2021



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, relative à la modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64) portée par la communauté d'agglomération Pays Basque**

N° MRAe 2021DKNA74

dossier KPP-2021-10669

**Décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2020-1029 du 11 août 2020 modifiant le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 2 septembre 2020 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la communauté d'agglomération Pays-Basque, reçue le 1<sup>er</sup> février 2021, par laquelle il demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 2 mars 2021 ;

Décision n°2021DKNA74 du 24 mars 2021

1/3



**Considérant** que la communauté d'agglomération Pays Basque, compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une troisième modification simplifiée au plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 19 décembre 2001 de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle, 6 849 habitants sur un territoire de 6 510 hectares ;

**Considérant** que cette modification simplifiée a pour objet de développer et d'étendre quatre exploitations agricoles en reclassant en zone agricole A quatre parcelles actuellement classées en zone naturelle N et deux parcelles classées en zone naturelle protégée Np ;

**Considérant** que le dossier ne précise pas la nature et les raisons du classement actuel des parcelles en zone naturelle ; qu'il ne justifie pas non plus le déclassement envisagé ;

**Considérant** que les parcelles protégées Np sont situées au sud de la ZNIEFF<sup>1</sup> « bois et landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » et à proximité immédiate d'un espace boisé classé ;

**Considérant** que la qualité agronomique des terres et les incidences environnementales du reclassement envisagé en zone A devraient être évaluées de manière objective ;

**Concluant**, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

## Décide :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle présenté par la communauté d'agglomération Pays Basque (64) **est soumis à évaluation environnementale**.

### Article 2 :

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>. En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux,

Bernadette  
MILHERES

bernadette.milheres

Signature numérique de  
Bernadette MILHERES  
bernadette.milheres  
Date : 2021.03.24 16:48:12 +01'00'

## Voies et délais de recours

### **1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**  
**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

1 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

**2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.

## 2.1 AVIS EN DATE DU 16 AOÛT 2021



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale  
de Nouvelle-Aquitaine**  
**sur le projet de modification simplifiée n°3 du plan local  
d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64)  
portée par la communauté d'agglomération Pays Basque**

n°MRAe 2021ANA53

dossier PP-2021-11113

**Porteur du Plan (de la Procédure) :** Communauté d'agglomération Pays Basque

**Date de saisine de l'autorité environnementale :** 17 mai 2021

**Date de l'avis de l'agence régionale de santé :** 25 juin 2021

### **Préambule.**

*Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.*

*En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).*

*Conformément au règlement intérieur du CGEDD et à la décision du 2 septembre 2020 de la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 16 août 2021 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Didier BUREAU.*

*Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.*



## I Le projet d'évolution du PLU et son contexte

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur le projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 19 décembre 2011, de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (6 888 habitants en 2018 sur un territoire de 65,08 km<sup>2</sup>), située dans le département des Pyrénées-Atlantiques. L'objectif est de permettre la création de nouveaux bâtiments agricoles dans quatre secteurs de la commune (figure n°1).

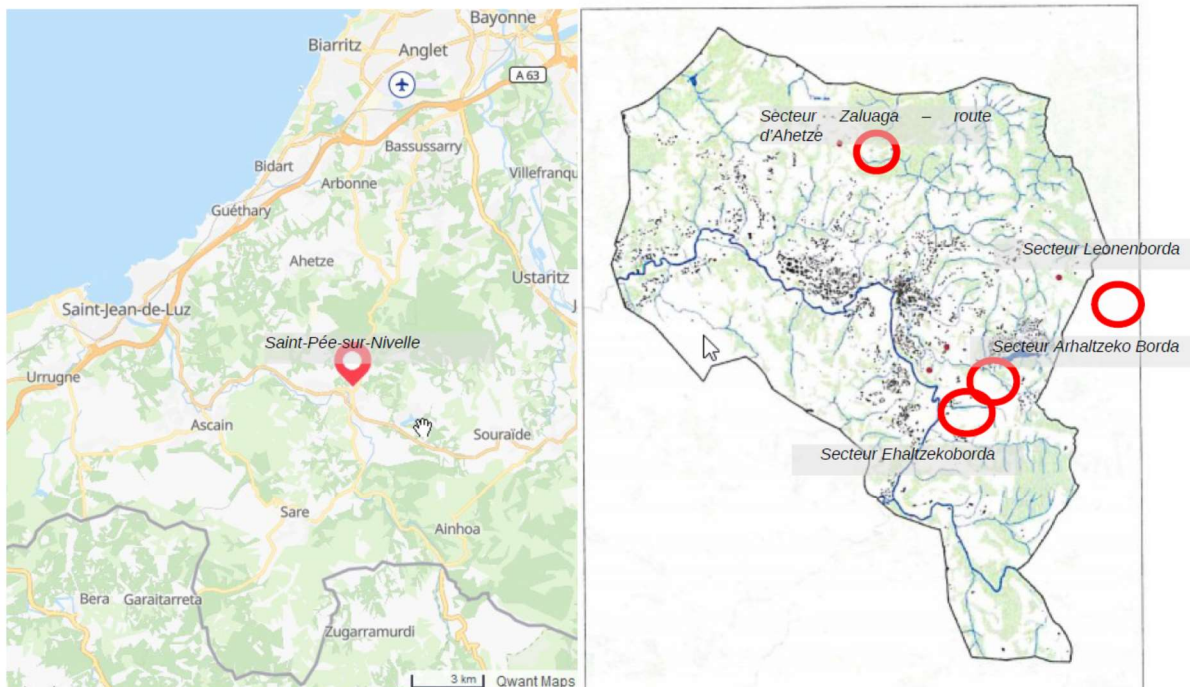


Figure n°1 : Localisation de la commune et des quatre sites (source Qwant maps et page 8 du rapport de présentation)

L'activité agricole de la commune, orientée principalement vers le pastoralisme, s'inscrit sur des espaces à forte valeur paysagère, écologique et culturelle, caractérisés notamment par la présence des sites Natura 2000 de La Nive et de La Nivelle et du site inscrit du Labourd (figure n°2 ci-après).

Le parti d'aménagement du PLU approuvé en 2011, prévoit un zonage agricole qui, selon la collectivité compromet le développement de plusieurs exploitations.

Quatre exploitants agricoles ont ainsi déposé, pour permettre le développement de leur activité, une demande de subvention qui est conditionnée à la construction de nouveaux bâtiments d'élevage. Ces constructions doivent notamment permettre de respecter les normes sanitaires en vigueur.

Les exploitations ne comportant actuellement pas le foncier nécessaire à la réalisation de ces bâtiments, la collectivité souhaite reclasser en secteur agricole A des terrains situés dans le PLU en vigueur en secteur naturel N.

La Mission régionale d'autorité environnementale, consultée par la collectivité dans le cadre de la procédure d'examen « au cas par cas » a soumis par décision du 24 mars 2021<sup>1</sup> la modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme à évaluation environnementale pour les motifs repris ci-dessous :

- cette modification simplifiée a pour objet de développer et d'étendre quatre exploitations agricoles en reclassant en zone agricole A quatre parcelles actuellement classées en zone naturelle N et deux parcelles classées en zone naturelle protégée Np ;
- le dossier fourni ne précisait pas la nature et les raisons du classement actuel des parcelles en zone naturelle et ne justifiait pas non plus le déclassement envisagé ;

1 [http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp\\_2021\\_10669\\_ms3\\_plu\\_st-pee-sur-nivelle\\_d\\_signe.pdf](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp_2021_10669_ms3_plu_st-pee-sur-nivelle_d_signe.pdf)

- une partie des parcelles protégées Np (dans le secteur Aluaga – route d'Ahetze) sont situées au sud de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Bois et landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » et à proximité immédiate d'un espace boisé classé (EBC) ;
- la qualité agronomique des terres et les incidences environnementales du reclassement envisagé en zone A devraient être évaluées.

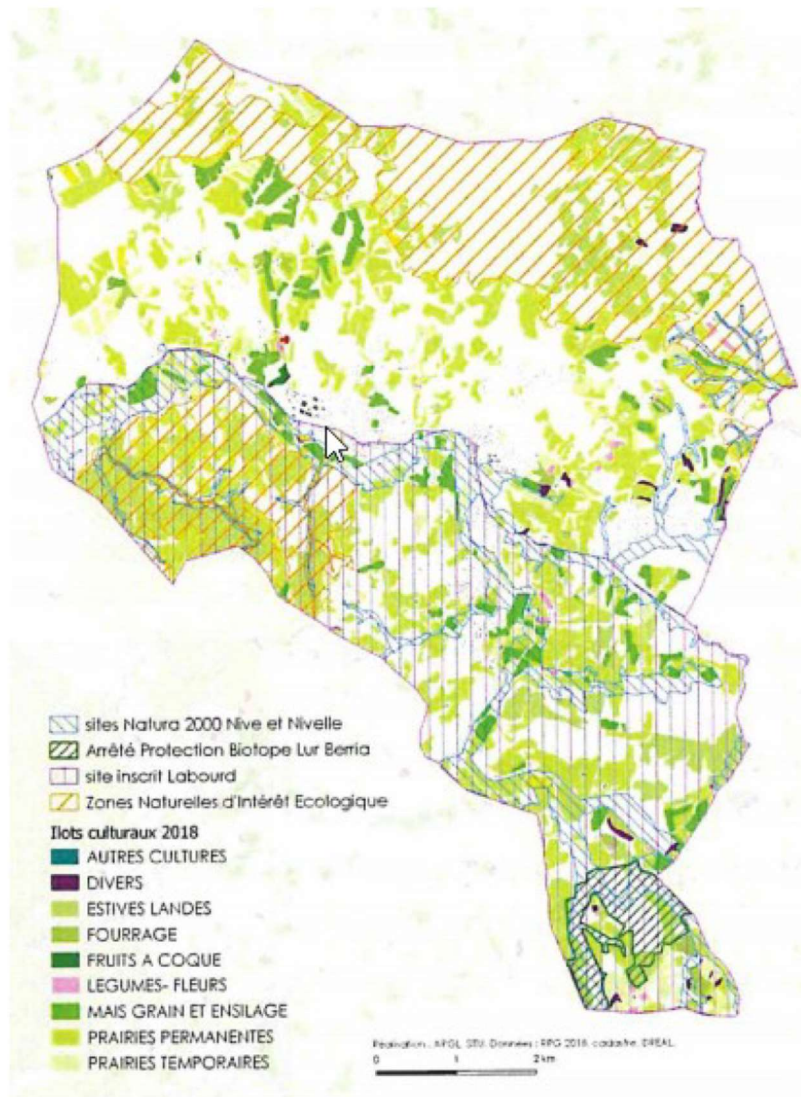


Figure n°2 : Ilots cultureux et périmètres de protection du patrimoine naturel (page 7 du rapport de présentation)

L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au pétitionnaire, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document.

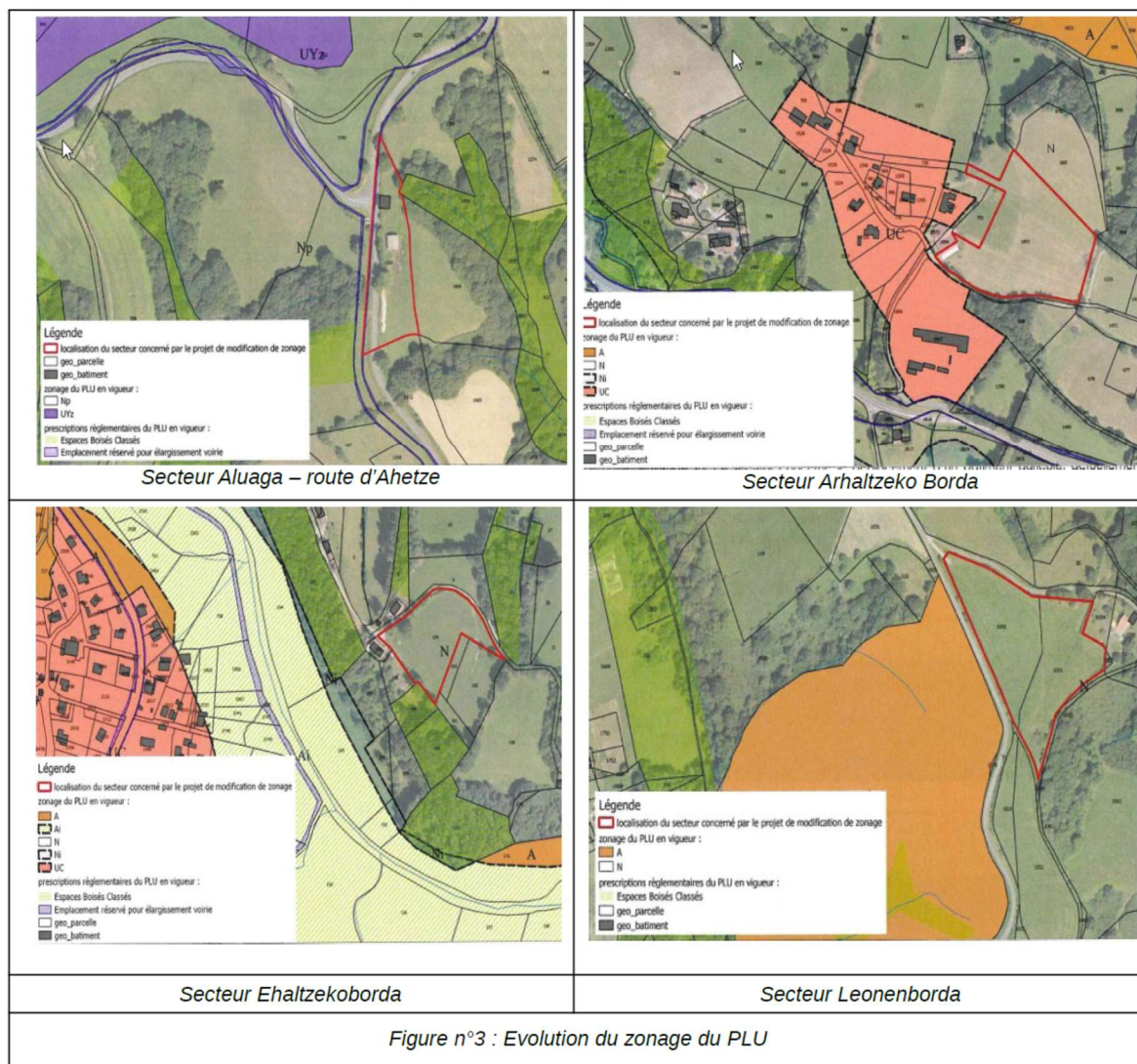
La démarche a pour but d'évaluer les incidences du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser les incidences négatives. La procédure est détaillée dans le rapport de présentation établi conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et objet du présent avis.



## II - Objet de la modification simplifiée n°3

Ainsi qu'indiqué précédemment, la parcelle concernée par la modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle du secteur « Aluaga – route d'Ahetze » est actuellement classé en zone naturelle protégée Np et les quatre autres (dans les autres secteurs) sont classés en zone naturelle N (figure n°3). Ces classements ne permettent aucune construction à usage agricole.

La modification simplifiée n° 3 du PLU a pour objet de faire évoluer le règlement graphique du PLU en vigueur en classant l'ensemble de ces parcelles en zone agricole A.



## III – Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement

Le dossier comporte un rapport de présentation, des extraits du plan de zonage modifié et la décision de la MRAe de soumission de la modification simplifiée n°3 du PLU à évaluation environnementale.

Il s'attache à présenter les enjeux du site, les incidences du projet de modification sur l'environnement et les mesures d'évitement réduction d'impacts envisagées. Le rapport demande cependant des précisions.



- La conclusion présentée en page 43 ne permet pas une lecture hiérarchisée des incidences potentielles identifiées, et le dossier ne présente aucun dispositif permettant d'assurer le suivi du projet de modification simplifiée n°3 du PLU, et donc l'effectivité de la démarche d'évitement-réduction d'impact du PLU.

**La MRAe recommande de présenter, pour la bonne information du public, une synthèse hiérarchisée des enjeux, des incidences et des mesures envisagées dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLU ainsi qu'un véritable protocole de suivi tel qu'attendu dans le cadre de l'évaluation environnementale, élargi à l'ensemble des thématiques environnementales et comportant des indicateurs, leur source et leur état initial.**

- Les règlements écrits de zone naturelle N et naturelle protégée Np ne sont pas fournis dans le dossier, ce qui ne permet pas d'évaluer le niveau actuel de protection de ces zones. Le classement en zone agricole génère un droit à construire que le dossier, en l'absence de fourniture du règlement écrit, ne permet pas non plus d'appréhender précisément, en particulier concernant l'encadrement des impacts potentiels.

**La MRAe recommande de présenter le règlement écrit des zones N, Np et A concernées par le projet de modification simplifiée n°3 du PLU. Cette présentation doit permettre une compréhension plus précise des incidences potentielles de la modification simplifiée n°3 du PLU.**

- L'analyse des incidences sur le milieu ne comporte pas de données relatives à la superficie des terrains permettant d'évaluer la stratégie d'évitement présentée.

**La MRAe recommande de présenter les surfaces affectées par l'évolution du PLU et les surfaces préservées dans le cadre de la stratégie d'évitement et de réduction des incidences sur les zones N et Np.**

### **1. Concernant la justification du choix des sites objets de la modification simplifiée n°3**

Le dossier indique que quinze exploitations sont engagées dans des mesures agro-environnementales sur plus de 225 ha (site Natura 2000 de *la Nivelle*), contribuant ainsi à la préservation des enjeux de biodiversité et de qualité de l'eau. Le maintien de ces exploitations participe ainsi aux objectifs de conservation du site.

Il précise et justifie le besoin d'évolution du PLU par une présentation des activités et de la fonction des bâtiments envisagés (bergerie, stockage de matière première, laboratoire, etc.). Le choix des sites repose notamment sur les îlots culturels à vocation d'élevage recensés en 2018 dans le cadre de la révision en cours du PLU. La MRAe note qu'un des quatre sites étudiés (*Leonenborda*) n'est pas inventorié en tant que tel.

Le dossier indique que les quatre projets consistent à développer une activité agricole existante. Il semble indiquer que les 4 projets ont été retenus parmi d'autres candidatures existantes. Ce point mériterait d'être précisé. Si tel est le cas, les critères ayant présidé au choix de ces quatre projets méritent d'être exposés, notamment leurs caractéristiques environnementales.

Par ailleurs le dossier n'expose pas les raisons du choix des parcelles retenues ni les alternatives (éventuellement de moindre impact) étudiées avant de déterminer les emplacements retenus pour les bâtiments à créer.

La MRAe constate ainsi que le dossier ne présente pas de scénario alternatif permettant de justifier la recherche de solutions privilégiant la gestion économe des espaces naturels et la limitation de l'artificialisation des sols. (analyse du parc de locaux disponible par exemple ou mobilisation de parcelles d'ores et déjà en zone A).

**La MRAe recommande de préciser la démarche de sélection des sites concernés, notamment au regard des enjeux environnementaux.**

### **2. État initial de l'environnement**

Le dossier dresse un état des lieux détaillé des enjeux relatifs aux patrimoines naturel et culturel et des risques et nuisances concernant le territoire communal. Il décrit le caractère vallonné et pentu des terres agricoles, principalement destinées à une activité fourragère (54% de la surface agricole communale). Il situe les parcelles concernées par rapport aux réservoirs biologiques du SRADDET<sup>2</sup> cartographiés en figure n°4.

<sup>2</sup> Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Nouvelle Aquitaine a été approuvé le 27 mars 2020.



Le rapport de présentation indique en page 44 que le projet ne concerne pas de zone humide.

- que les données écologiques présentées résultent de la seule analyse bibliographique des périmètres d'inventaire et de protection du milieu naturel,
- que les parcelles concernées par la modification simplifiée n°3 ne sont pas situées par rapport à la trame verte et bleue locale (déclinée dans le PLU), mais uniquement par rapport à ceux établis à l'échelle du SRADET,
- que l'intérêt agricole des terrains retenus (valeur fourragère, rôle dans le fonctionnement des exploitations, etc.) n'est pas précisé,
- que le dossier ne permet pas d'appréhender précisément le caractère humide des terrains concernés alors que la modification simplifiée n°3 du PLU, en ouvrant un droit à construire par le classement en zone agricole A des zones N et Np est susceptible de modifier ou d'altérer des zones humides.

La carte illustre la répartition géographique de différents types de zones de biodiversité et de projets de développement durable dans la région de la Bérria. Les zones sont délimitées par des couleurs et des motifs de hachures distincts. Les projets sont indiqués par des points rouges. Le réseau hydrographique est représenté par des lignes bleues. Une échelle de 2 km et une légende sont fournies en bas de la carte.

**Légende :**

- localisation des projets
- ▨ arrêt de protection de biotope Lur Berria
- ▧ zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique
- cours d'eau liste 1
- réservoirs de biodiversité boisés (SRADDET)
- réservoirs de biodiversité bocagers (SRADDET)
- réservoirs de biodiversité milieux humides (SRADDET)

Échelle : 0 1 2 km

Production : APQIA, SIFU, Garmenac ; IGN/BD Carthage bd arth 2018, DREAL, cadastre, SRADDET, SUP DOTMA4, DRAC.

3 <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR7200785>  
4 <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR7200786>

AVIS N°2021ANA53 rendu par délégation de la  
Mission régionale d'autorité environnementale de la région Nouvelle-Aquitaine

### 3. Incidences sur le milieu naturel

Le dossier analyse les incidences de chaque secteur sur les sites Natura 2000, concluant à une absence d'incidence sur cet enjeu. Les terrains concernés par le re-classement en zone agricole A sont situés en continuité d'activités agricoles existantes, limitant ainsi, selon le dossier, l'effet de coupure des continuités écologiques.

Le projet indique que le projet de modification simplifiée n°3 du PLU ne concerne ni les réservoirs biologiques du SRADDET, ni de zone humide. Comme évoqué ci-dessus, cette affirmation nécessite d'être étayée par une déclinaison plus fine de la trame verte et bleue locale.

L'analyse des incidences de la modification simplifiée n°3 du PLU pour chaque secteur concerné appelle les remarques suivantes de la MRAe :

#### a) Secteur Zaluaga – route d'Ahetze

La parcelle prévue en zone agricole A est localisée à l'extrémité Sud de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) « Bois et Landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » qui justifie le classement actuel de ce terrain en zone naturelle protégée Np.

Le dossier indique que le terrain est constitué d'une prairie et est déjà en partie artificialisé.

La collectivité a réduit à une parcelle au lieu de deux l'emprise initialement concernée, évitant ainsi la partie boisée de ce secteur.

La MRAe constate ainsi qu'une démarche d'évitement a été initiée dans ce secteur en classant en secteur agricole A une emprise foncière limitée aux seuls besoins de développement de l'exploitation.

#### b) Secteurs Ehaltzekoborda, Arhaltzeko Borda et Leonenborda

Les terrains de ces secteurs servent actuellement de pâturage et se situent en zone naturelle N, à proximité du site Natura 2000 La Nivelle (respectivement à 200 m, 150 m et 250 m). La vallée de la Nivelle figure en tant que zone inondable du plan de prévention du risque inondation.

Le secteur Ehaltzekoborda est situé dans le site inscrit du Labourd, caractérisé par son intérêt paysager de basse et moyenne montagne, ses villages pittoresques et ses paysages agricoles et naturels. Le secteur Leonenborda est située à 50 m du site Natura 2000 La Nive.

La superficie du reclassement en zone A dans le projet de modification simplifiée n°3 semble surdimensionnée par rapport aux projets agricoles présentés de la page 13 à la page 19 du rapport de présentation.

**La MRAe recommande d'approfondir la démarche d'évitement et de réduction des incidences sur les zones naturelles N concernées, comme cela a été fait pour le secteur Zaluaga – route d'Ahetze, où le zonage agricole A a été adapté aux seuls besoins de construction identifiés.**

### 4. Incidences sur le voisinage

Pour Arhaltzeko Borda, la zone A est créée à proximité d'une zone urbanisée classée Uc. Le dossier précise qu'aucune habitation d'un tiers n'est située dans une bande de 100 m autour de la zone du projet. Les autres projets se situent dans des secteurs d'habitat dispersé.

**La MRAe souligne que la vérification de périmètres d'éloignement suffisants des zones d'habitation existantes ou prévues par le PLU est une composante importante du projet. Ce point mérite encore d'être affirmé.**

### 5. Incidences sur le paysage

Le classement des parcelles en zone agricole A permet une constructibilité dont les incidences paysagères ne peuvent être appréciées, le règlement de la zone A (donc en particulier les prescriptions qualitatives) n'ayant pas été mis à disposition de la MRAe.

**La MRAe recommande d'introduire une analyse des incidences de la modification simplifiée n°3 du PLU sur le paysage et de présenter les dispositions relatives à l'insertion architecturale et paysagère des aménagements autorisés en zone agricole A.**



#### **IV – Synthèse des points principaux de l'avis de l'autorité environnementale**

La communauté d'agglomération Pays basque souhaite, pour permettre le développement de l'activité agricole sur le territoire de St-Pée-sur-Nivelle, reclasser en secteur agricole A quatre parcelles situées en secteur naturel N du PLU en vigueur (dont une en zone naturelle protégée Np).

La MRAe estime que l'évaluation environnementale fournie répond globalement aux questions évoquées dans sa décision de soumission.

La MRAe estime toutefois que le choix des secteurs destinés à recevoir des installations agricoles devrait être mieux expliqué. Les caractéristiques des terrains retenus doivent également être précisées.

La MRAe recommande par ailleurs de poursuivre la démarche d'évitement concernant les secteurs Ehaltzekoborda, Arhaltzeko Borda et Leonenborda, localisés à proximité de sites patrimoniaux protégés. Les zonages retenus, vraisemblablement à l'échelle de parcelles de vaste ampleur, permettent en effet une constructibilité allant au-delà des objectifs retenus.

La MRAe estime également nécessaire de préciser les incidences paysagères potentielles du projet de modification simplifiée n°3 du PLU ainsi que les dispositions envisagées dans le règlement écrit pour assurer l'insertion paysagère des aménagements.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations dans le corps de l'avis.

À Bordeaux, le 16 août 2021

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,  
le membre délégataire

**Signé**

Didier Bureau

# SAINT PEE SUR NIVELLE

## PLAN LOCAL D'URBANISME



### MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU

#### C – Avis des Personnes Publiques Associées

Dossier mis à disposition du public



**Agence Publique de Gestion Locale**  
**Service Intercommunal Territoires et Urbanisme**  
Maison des Communes - rue Auguste Renoir  
B.P.609 - 64006 PAU Cedex  
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47  
Courriel : [service.urbanisme@apgl64.fr](mailto:service.urbanisme@apgl64.fr)





## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	2
1. Avis de la Chambre d'agriculture .....	3
2. Avis du syndicat mixte en charge du SCOT .....	5
3. Avis du DEPARTEMENT 64 .....	8
4. Avis de TEREGA .....	9
5. Avis de la MRAE .....	14
1.1 Avis en date du 24 mars 2021 .....	14
2.1 Avis en date du 16 août 2021 .....	17



# 1. AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE



Monsieur le Président  
Communauté d'Agglomération Pays  
Basque - DGASTAH  
15 avenue FOCH  
CS88507  
64185 Bayonne

**Siège Social**  
124 boulevard Tourasse  
64078 PAU CEDEX  
Tél : 05.59.80.70.00  
Fax : 05.59.80.70.01  
Email :  
[accueil@pa.chambagri.fr](mailto:accueil@pa.chambagri.fr)

Hasparren, le 10 février 2021

Affaire suivie par :  
Gaëlle BENCE  
☎ 05.59.70.29.25  
Portable : 06.09.48.67.63  
Fax : 05.59.70.29.29  
Email :  
[g.bence@pa.chambagri.fr](mailto:g.bence@pa.chambagri.fr)

**A l'attention de Jérôme ARHANCET**

**Objet : Modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle**

Monsieur le Président,

Mes services ont reçu le projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Cette modification a pour objectif de répondre aux besoins des exploitations en terme de bâtiments agricoles. Le rapport de présentation précise effectivement que des projets de développement agricoles ne peuvent aujourd'hui se concrétiser car ils sont localisés dans un zonage naturel N inconstructible du PLU en vigueur. Or les secteurs ciblés sont bien à usage agricole, comme le montre le diagnostic agricole qui figure dans le projet de révision du PLU engagé en 2015 et arrêté en 2019.

Le passage d'un zonage naturel N en agricole A va permettre de répondre aux exploitations agricoles ayant des besoins en bâtiments à court terme, dans la cadre de projets d'installation et pour contribuer à la pérennisation des structures.

La Chambre d'agriculture émet un avis favorable à cette modification simplifiée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Établissement public  
loi du 31/01/1924  
Siret 186 400 032 00022  
APE 9411Z  
[www.pa.chambagri.fr](http://www.pa.chambagri.fr)




Vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

**Bernard LAYRE**  
*Président de la Chambre d'Agriculture*

## 2. AVIS DU SYNDICAT MIXTE EN CHARGE DU SCOT



Envoyé en préfecture le 29/03/2021  
 Reçu en préfecture le 29/03/2021  
 Affiché le   
 ID : 064-256404278-20210311-BS2021031102-DE

**Syndicat Mixte du SCOT du Pays Basque et du Seignanx**  
 19 rue Jean Molinié - 64100 BAYONNE - Tél : 05.59.74.02.57

### BUREAU SYNDICAL DU JEUDI 11 mars 2021

Extrait du registre des décisions du Bureau

Le Bureau syndical s'est réuni dans la salle Sanoki à Itxassou le 11 mars 2021 à 18h30, sur invitation du Président, Marc Bérard, en date du 5 mars 2021.

Président de séance : Marc BERARD

		Territoires	Présents	Absents ou excusés	Procuration à
Communauté d'Agglomération Pays Basque	Côte Basque Adour		BERARD Marc	BACH Fabrice-Sébastien	
			DE PAREDES Xavier	LACASSAGNE Alain	
	Sud Pays Basque		DAGUERRE ELIZONDO M-Christine		
			EUSTACHE Dany		
	Errobi		GOYHETCHE Ramuntxo		
			CARRÈRE Bruno		
	Nive-Adour		LABÈGUERIE Marc		
			CIER Vianney		
	Pays de Hasparren		SAINT ESTEVEN Marc		
			GASTAMBIDE Arño		
	Amikuze		HARAN Gilles		
	Garazi-Baïgorry		ETCHEBER Peio	DAGUERRE Mayie	
	Soule		COSCARAT Jean-Michel	BARETS Claude	
	Iholdy-Ostibarre			IRIART Jean-Pierre	
C.de communes du Seignanx	Pays de Bidache		AIME Thierry	ELGART Xabi	
			LASSERRE Jean-François		
			DUFAU Isabelle	PEYNOCHÉ Gilles	DUFAU Isabelle

Date d'envoi de la convocation : 05/03/2021

Membres du Bureau en exercice : 25

Membres du Bureau présents : 18

Membres du Bureau ayant pris part au vote (y compris procurations) : 19

### Décision n°2021-09 – Urbanisme : Avis sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Saint Pée sur Nivelle

Le Bureau du Syndicat Mixte du SCOT est sollicité par la Communauté d'Agglomération Pays Basque pour émettre un avis en tant que Personne Publique Associée sur la modification simplifiée n°3 du PLU de SAINT PEE SUR NIVELLE.

*Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.*

L'examen des procédures d'urbanisme en cours et l'exercice du rôle de PPA, constitue pour le Syndicat, un moyen important de s'assurer que chaque projet contribue effectivement à la mise en œuvre des orientations du SCoT en vigueur à leur échelle.

Le Bureau syndical a pris connaissance avec intérêt et attention du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de SAINT PEE SUR NIVELLE lors de la séance du 11 mars 2021. Cette présentation s'est faite en présence de Monsieur Dominique IDIART, le Maire, et de Madame Pierrette PARENT- DOMERGUE, première Adjointe en charge de l'urbanisme. Ils ont pu répondre à toutes les questions que souhaitaient poser les élus du Bureau.

**La commune de Saint Pée sur Nivelles souhaite déclasser 4 secteurs en zones naturelles pour les classer en zones agricoles et ainsi permettre la création de bâtiments agricoles.**

Les parcelles concernées sont occupées par de jeunes exploitants récemment installés ou souhaitant reprendre l'activité familiale. Dans le cadre de leurs activités, ces exploitants ont besoin de construire de nouveaux bâtiments agricoles. Or le règlement de la zone naturelle interdit ce type de constructions. Pour ne pas retarder les projets portés par ces exploitants, la commune propose donc un reclassement en zone agricole.

**Les quatre secteurs concernés par cette proposition :**

**Secteur Zaluaga, Route d'Ahetze (1,8 ha)**

L'exploitant dispose d'un bâtiment agricole de 100 ovins. Le projet de développement (nouvelle bergerie avec transformation laitière, stockage, salle de traite, laiterie, salle de transformation, affinage, local technique et bureau) porté par l'agriculteur n'est pas possible au sein du bâtiment existant. Il est donc envisagé la création d'un nouveau bâtiment dans la continuité de l'existant.

**Secteur Ehaltzekoborda (1,4ha)**

Il s'agit pour l'exploitant de construire un bâtiment agricole en remplacement du bâtiment actuellement utilisé implanté en bordure du chemin Mendi Eder.

Le nouveau bâtiment accueillera la bergerie et un espace de stockage de fourrage et de matériel. Il serait positionné à proximité de la frange boisée dans la partie de la parcelle la moins impactante possible.

**Secteur Arhaltzeko Borda (2ha)**


L'exploitation (élevage ovins) est en cours de transmission dans le cadre familial. Le bâtiment actuel (250 ovins et stockage) est entièrement occupé. La construction d'un bâtiment à proximité de l'existant permettrait de relocaliser le stockage et de dégager de la place pour l'augmentation du cheptel dans le bâtiment existant.

**Secteur Leonenborda (2,1 ha)**

Il s'agit de permettre la réalisation d'une bergerie pour un cheptel d'environ 90 ovins et 14 bovins, ainsi qu'un espace de stockage de fourrage. Les deux parcelles concernées sont communales et mises à disposition de l'agriculteur qui exploite déjà plusieurs parcelles sur ce secteur.

Pour l'instant, aucun bâtiment sur le secteur ne peut répondre à ses besoins. La localisation du projet reste à définir.

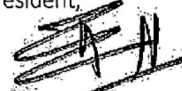
**décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.**

Envoyé en préfecture le 29/03/2021  
Reçu en préfecture le 29/03/2021  
Affiché le   
ID : 064-256404278-20210311-BS2021031102-DE

Le Bureau syndical après en avoir débattu et délibéré à l'unanimité des voix exprimées :

→ EMET UN AVIS FAVORABLE sur ce projet de modification n°3 du PLU de Saint Pée sur Nivelle.

Le Président,



Marc BERARD

### 3. AVIS DU DEPARTEMENT 64



TERRITOIRES, ÉDUCATION, VIVRE ENSEMBLE  
DIRECTION TERRITOIRES ET CADRE DE VIE  
MISSION INGÉNIERIE ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Affaire suivie par : Xavier CAHN  
Téléphone : 05 59 11 42 55  
Email : [xavier.cahn@le64.fr](mailto:xavier.cahn@le64.fr)

Référence : 2020/015

Pau, le 02 MARS 2021



Monsieur Jean-René ETCHEGARAY  
Président  
Communauté d'agglomération Pays Basque  
15 AVENUE FOCH  
CS 88 507  
64185 BAYONNE CEDEX

Objet : Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle - Avis du Département

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 2 février 2021, vous nous avez adressé, pour avis, votre projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Suite à l'examen par les services du Département, votre dossier ne fait pas l'objet d'observations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,  
L'adjointe au Directeur général adjoint  
chargé de la Direction générale adjointe des Territoires,  
de l'Éducation et du Vivre-Ensemble

Valérie ELOIRE





## 4. AVIS DE TERE GA



Direction Opérations  
Coordination de BILLÈRE  
7 rue de la Linière  
64140 BILLÈRE  
Tél : +33 (0) 5 57 26 54 00  
travaux-tiers.billere@terega.fr

BILLÈRE, le 09/03/2021

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS  
BASQUE

POLE ERROBI  
ZA Errobi-Alzuyeta  
CS 40041  
64250 ITXASSOU

A l'attention de Joïmo ARHANCET

DOP/ETR/COPT/BI-T2021 / 262 - PL  
Affaire suivie par : Pierre LAFON

V/Ref - Dossier PLU

Objet - Plan Local d'Urbanisme (révision)  
Modification PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle.  
Commune de SAINT-PEE-SUR-NIVELLE - 64

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre courrier concernant le projet d'établissement du PLU de la commune citée en objet.

Nous vous confirmons que notre réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression traverse votre commune. Les ouvrages concernés sont :

**CANALISATION DN 600 ST PEE/NIVELLE-URRUGNE  
CANALISATION DN 600 ARCANGUES-ST PEE/NIVELLE**

Ce réseau est soumis à l'arrêté ministériel du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques. Il est également soumis au Code de l'Environnement qui instaure des Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Conformément à cette réglementation, nous vous demandons de tenir compte des contraintes liées aux servitudes de nos canalisations de transport de gaz naturel à haute pression qui sont transcrites dans des arrêtés préfectoraux transmis à la commune.

A titre d'information, nous vous joignons les éléments suivants : le document GAZ I3, indiquant les ouvrages TEREGA traversant votre commune (Tableau 1), la largeur de la servitude non aedificandi (Tableau 2) et la référence à l'arrêté préfectoral instituant les SUP sur la commune.

Suite à la promulgation des SUP, TEREGA ne fournit pas d'extrait SIG ou de cartographie papier des bandes SUP qui sont annexées aux arrêtés et peuvent être consultées dans les services de la Préfecture et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ainsi que dans la mairie de la commune concernée.

Toutefois, TEREGA peut fournir sous convention le tracé des bandes de servitude de passage I3 (servitude non aedificandi).

**TEREGA S.A.**

Siège social : 40, avenue de l'Europe • CS 205 22 • 64010 Pau Cedex  
Tél. +33 (0)5 59 13 34 00 • Fax +33 (0)5 59 13 35 60 • [www.terega.fr](http://www.terega.fr)

Capital de 17 579 086 euros • RCS Pau 095 580 841

Afin que soit respecté l'ensemble des dispositions réglementaires et que nous puissions analyser au mieux les interactions possibles entre de futurs projets de construction et nos ouvrages, **il est demandé que :**

- le tracé des canalisations et de leurs servitudes soient représentés sur les cartographies du PLU, afin d'attirer l'attention sur les risques potentiels que présentent nos ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation.
- les servitudes liées à la présence de nos ouvrages présentées dans le document GAZ I3 joint soient mentionnées dans la liste des servitudes de votre PLU,
- les contraintes d'urbanisme mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du document GAZ I3 joint soient inscrites dans votre PLU,
- TEREKA soit consulté le plus en amont possible dès lors qu'un projet d'urbanisme (ERP, IGH, CU, PC...) se situe dans la zone SUP1 reportée sur la cartographie annexée à l'arrêté préfectoral,
- TEREKA soit consulté pour toutes modifications ultérieures envisagées pour l'occupation des sols en termes de Plan Local d'Urbanisme.

En cas de projet incompatible avec la présence de nos ouvrages TEREKA pourra être amené à émettre un avis défavorable. Il y aura alors lieu d'étudier un aménagement du projet ou de la canalisation, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, nous vous rappelons qu'au titre des articles R-554-19 et suivants du code de l'environnement, et afin d'éviter lors des travaux tous risques d'endommagement des ouvrages enterrés environnant, tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le télé-service [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) et y déposer les DT et DICT. Cette déclaration devra être adressée, au plus tard 7 jours avant le commencement des travaux à l'adresse TEREKA mentionnée par le télé-service.

Nous vous informons également que nous souhaitons uniquement être associés au « porter à connaissance », avec consultation à terme de notre service, nous n'assisterons donc pas aux commissions de travail du PLU.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos salutations distinguées.

**Le Responsable Activité Travaux Tiers**

**Jean-Alain MOREAU**

PJ. Document GAZ I3 (bandes de servitude et contraintes d'urbanisme)





<p align="center"><b>PLAN LOCAL D'URBANISME</b></p> <p align="center"><b>Commune de SAINT-PEE-SUR-NIVELLE - 64</b></p> <p align="center"><b>Servitudes I3</b></p> <p align="center"><b>Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz</b></p>
<p align="center"><b>RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL TEREGA</b></p> <p align="center"><b>CONTRAINTES D'URBANISME</b></p>

**1. Dénomination des ouvrages TEREGA traversant la commune**

La commune est traversée par les ouvrages suivants :

**Tableau 1 : Ouvrages TEREGA**

Nom de la canalisation	Pression Maximale de Service (Bar)	Diamètre (mm)	Traverse / impacte	Longueur sur la commune (km)	Référence Arrêté d'Autorisation
CANALISATION DN 600 ARCANGUES - URRUGNE	80	600	Traverse	4,88	Arrêté du 18/06/2004

## 2. Références aux principaux textes officiels

- Code de l'énergie
- Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 à 36
- Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 121-1, L.121-2, L. 122-1, L. 123-1 et R 431-16
- Arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques
- Etude de dangers générique du transporteur TEREGA

## 3. Servitude non aedificandi

Cette servitude correspond à une bande de libre passage permettant l'accès aux agents de TEREGA pour l'entretien, la surveillance et la maintenance des canalisations et de leur environnement.

A l'intérieur de cette bande, les propriétaires des parcelles concernées se sont engagés par convention à ne pas procéder, sauf accord préalable de TEREGA, à des constructions, à la plantation d'arbres ou arbustes, à l'édification de clôtures avec des fondations ou à des stockages même temporaires.

Tableau 2 : Largeur des bandes de servitude non aedificandi

Nom de la canalisation	Largeur de la bande de servitude non aedificandi (m)
CANALISATION DN 600 ARCANGUES- URRUGNE	De 4 à 10 mètres

#### 4. Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

La commune a fait l'objet d'un arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Les ouvrages traversant ou impactant votre commune ainsi que les restrictions d'urbanisme sont listés dans cet arrêté.

#### 5. Travaux à proximité du réseau TERECA

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Articles R. 554-1 à R. 554-39 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.
- Arrêté Ministériel du 15 février 2012 et Décret du 17 juin 2014 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.
- Tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le **télé-service** [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) et déposer si nécessaire les DT et DICT auprès de TERECA. Cette déclaration devra être adressée, au plus tard 7 jours avant le commencement des travaux à l'adresse TERECA mentionnée par le téléservice.

## 5. AVIS DE LA MRAE

### 1.1 AVIS EN DATE DU 24 MARS 2021



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, relative à la modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64) portée par la communauté d'agglomération Pays Basque**

N° MRAe 2021DKNA74

dossier KPP-2021-10669

**Décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2020-1029 du 11 août 2020 modifiant le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 2 septembre 2020 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la communauté d'agglomération Pays-Basque, reçue le 1<sup>er</sup> février 2021, par laquelle il demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 2 mars 2021 ;

Décision n°2021DKNA74 du 24 mars 2021

1/3



**Considérant** que la communauté d'agglomération Pays Basque, compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une troisième modification simplifiée au plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 19 décembre 2001 de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle, 6 849 habitants sur un territoire de 6 510 hectares ;

**Considérant** que cette modification simplifiée a pour objet de développer et d'étendre quatre exploitations agricoles en reclassant en zone agricole A quatre parcelles actuellement classées en zone naturelle N et deux parcelles classées en zone naturelle protégée Np ;

**Considérant** que le dossier ne précise pas la nature et les raisons du classement actuel des parcelles en zone naturelle ; qu'il ne justifie pas non plus le déclassement envisagé ;

**Considérant** que les parcelles protégées Np sont situées au sud de la ZNIEFF<sup>1</sup> « bois et landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » et à proximité immédiate d'un espace boisé classé ;

**Considérant** que la qualité agronomique des terres et les incidences environnementales du reclassement envisagé en zone A devraient être évaluées de manière objective ;

**Concluant**, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

## Décide :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle présenté par la communauté d'agglomération Pays Basque (64) **est soumis à évaluation environnementale**.

### Article 2 :

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>. En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux,

Bernadette  
MILHERES

bernadette.milheres

Signature numérique de  
Bernadette MILHERES  
bernadette.milheres  
Date : 2021.03.24 16:48:12 +01'00'

## Voies et délais de recours

### **1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**  
**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

1 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique



**2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.

## 2.1 AVIS EN DATE DU 16 AOÛT 2021



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale  
de Nouvelle-Aquitaine  
sur le projet de modification simplifiée n°3 du plan local  
d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64)  
portée par la communauté d'agglomération Pays Basque**

n°MRAe 2021ANA53

dossier PP-2021-11113

**Porteur du Plan (de la Procédure) :** Communauté d'agglomération Pays Basque

**Date de saisine de l'autorité environnementale :** 17 mai 2021

**Date de l'avis de l'agence régionale de santé :** 25 juin 2021

### **Préambule.**

*Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.*

*En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).*

*Conformément au règlement intérieur du CGEDD et à la décision du 2 septembre 2020 de la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 16 août 2021 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Didier BUREAU.*

*Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.*

## I Le projet d'évolution du PLU et son contexte

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur le projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 19 décembre 2011, de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (6 888 habitants en 2018 sur un territoire de 65,08 km<sup>2</sup>), située dans le département des Pyrénées-Atlantiques. L'objectif est de permettre la création de nouveaux bâtiments agricoles dans quatre secteurs de la commune (figure n°1).

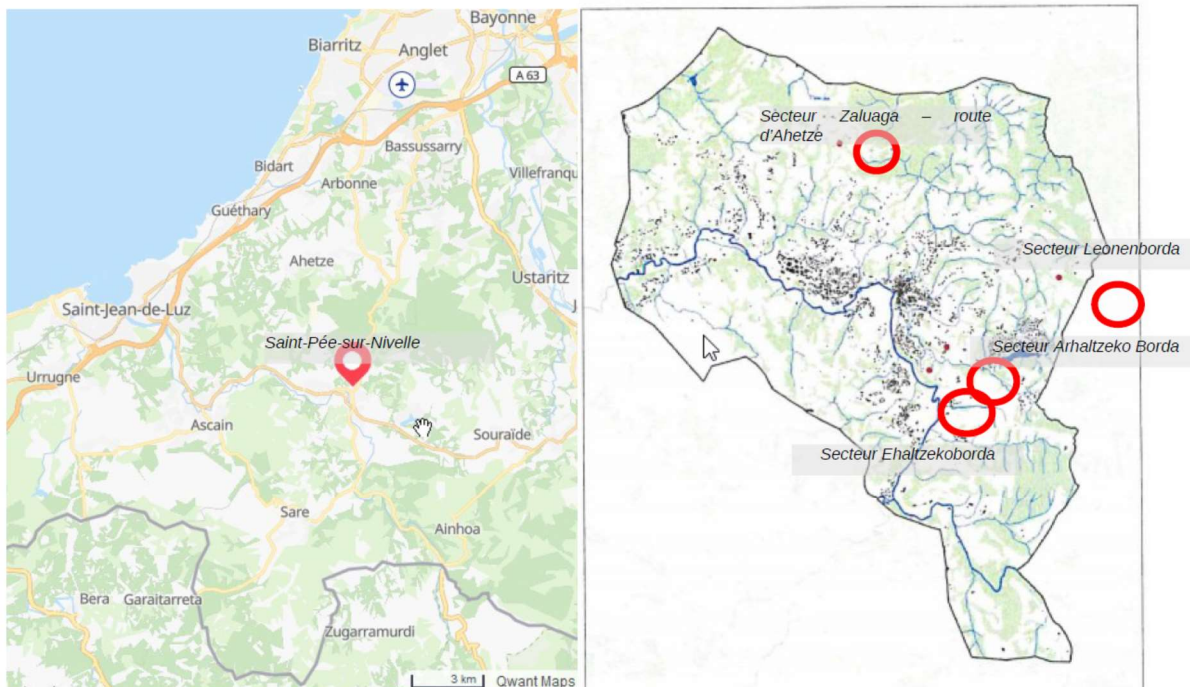


Figure n°1 : Localisation de la commune et des quatre sites (source Qwant maps et page 8 du rapport de présentation)

L'activité agricole de la commune, orientée principalement vers le pastoralisme, s'inscrit sur des espaces à forte valeur paysagère, écologique et culturelle, caractérisés notamment par la présence des sites Natura 2000 de La Nive et de La Nivelle et du site inscrit du Labourd (figure n°2 ci-après).

Le parti d'aménagement du PLU approuvé en 2011, prévoit un zonage agricole qui, selon la collectivité compromet le développement de plusieurs exploitations.

Quatre exploitants agricoles ont ainsi déposé, pour permettre le développement de leur activité, une demande de subvention qui est conditionnée à la construction de nouveaux bâtiments d'élevage. Ces constructions doivent notamment permettre de respecter les normes sanitaires en vigueur.

Les exploitations ne comportant actuellement pas le foncier nécessaire à la réalisation de ces bâtiments, la collectivité souhaite reclasser en secteur agricole A des terrains situés dans le PLU en vigueur en secteur naturel N.

La Mission régionale d'autorité environnementale, consultée par la collectivité dans le cadre de la procédure d'examen « au cas par cas » a soumis par décision du 24 mars 2021<sup>1</sup> la modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme à évaluation environnementale pour les motifs repris ci-dessous :

- cette modification simplifiée a pour objet de développer et d'étendre quatre exploitations agricoles en reclassant en zone agricole A quatre parcelles actuellement classées en zone naturelle N et deux parcelles classées en zone naturelle protégée Np ;
- le dossier fourni ne précisait pas la nature et les raisons du classement actuel des parcelles en zone naturelle et ne justifiait pas non plus le déclassement envisagé ;

1 [http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp\\_2021\\_10669\\_ms3\\_plu\\_st-pee-sur-nivelle\\_d\\_signe.pdf](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp_2021_10669_ms3_plu_st-pee-sur-nivelle_d_signe.pdf)



- une partie des parcelles protégées Np (dans le secteur Aluaga – route d'Ahetze) sont situées au sud de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Bois et landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » et à proximité immédiate d'un espace boisé classé (EBC) ;
- la qualité agronomique des terres et les incidences environnementales du reclassement envisagé en zone A devraient être évaluées.

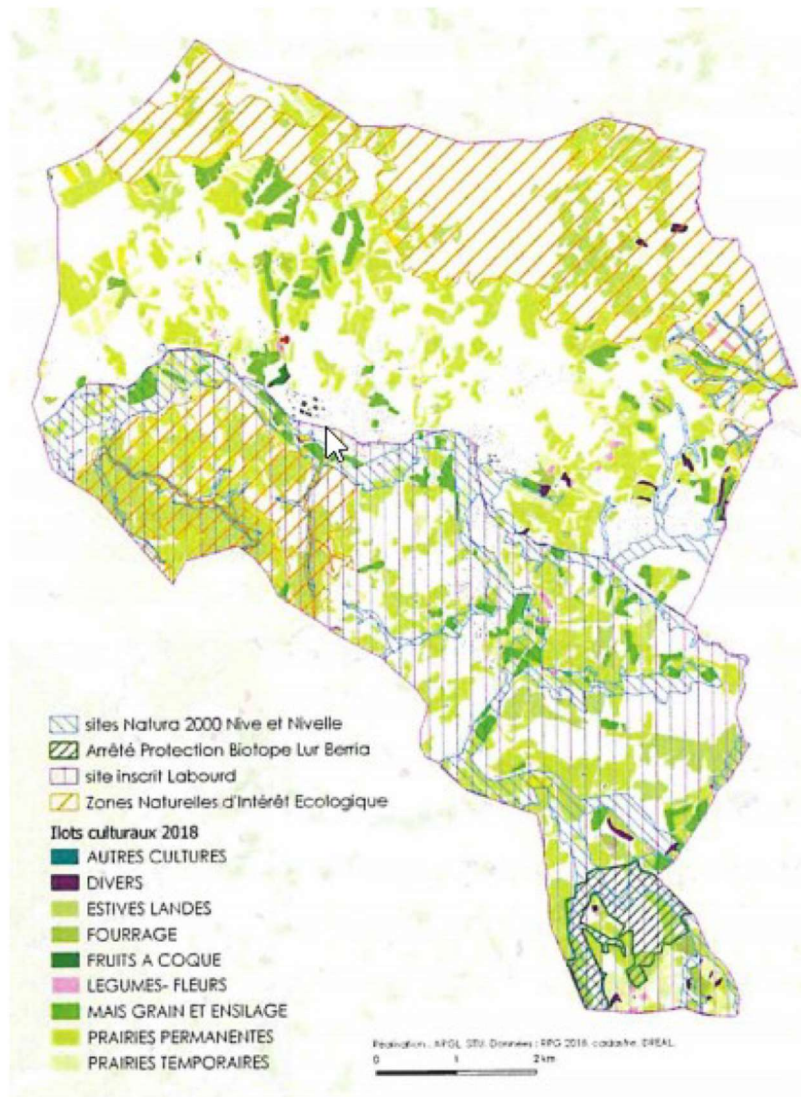


Figure n°2 : Ilots cultureux et périmètres de protection du patrimoine naturel (page 7 du rapport de présentation)

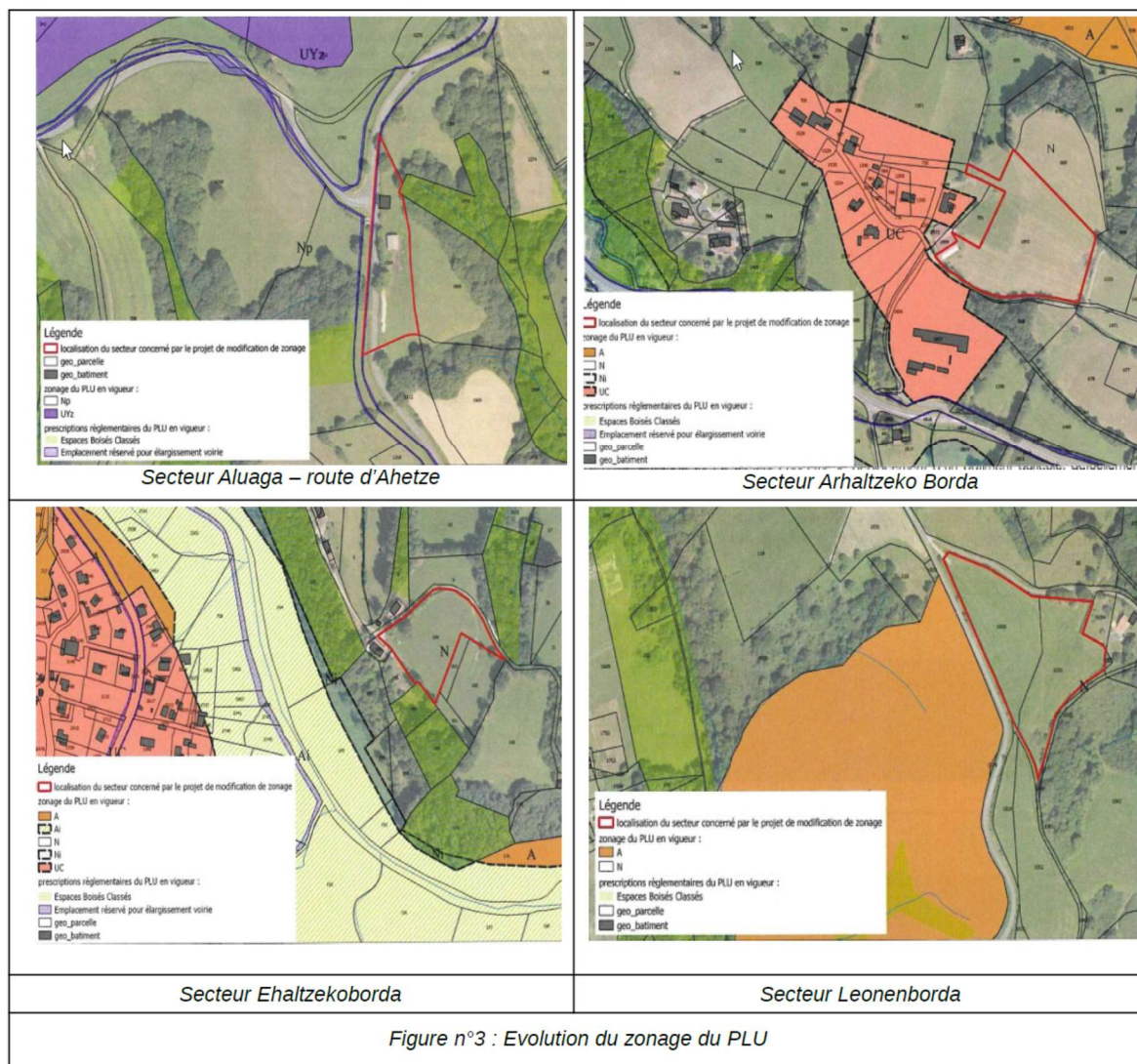
L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au pétitionnaire, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document.

La démarche a pour but d'évaluer les incidences du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser les incidences négatives. La procédure est détaillée dans le rapport de présentation établi conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et objet du présent avis.

## II - Objet de la modification simplifiée n°3

Ainsi qu'indiqué précédemment, la parcelle concernée par la modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle du secteur « Aluaga – route d'Ahetze » est actuellement classé en zone naturelle protégée Np et les quatre autres (dans les autres secteurs) sont classés en zone naturelle N (figure n°3). Ces classements ne permettent aucune construction à usage agricole.

La modification simplifiée n° 3 du PLU a pour objet de faire évoluer le règlement graphique du PLU en vigueur en classant l'ensemble de ces parcelles en zone agricole A.



## III – Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement

Le dossier comporte un rapport de présentation, des extraits du plan de zonage modifié et la décision de la MRAe de soumission de la modification simplifiée n°3 du PLU à évaluation environnementale.

Il s'attache à présenter les enjeux du site, les incidences du projet de modification sur l'environnement et les mesures d'évitement réduction d'impacts envisagées. Le rapport demande cependant des précisions.



- La conclusion présentée en page 43 ne permet pas une lecture hiérarchisée des incidences potentielles identifiées, et le dossier ne présente aucun dispositif permettant d'assurer le suivi du projet de modification simplifiée n°3 du PLU, et donc l'effectivité de la démarche d'évitement-réduction d'impact du PLU.

**La MRAe recommande de présenter, pour la bonne information du public, une synthèse hiérarchisée des enjeux, des incidences et des mesures envisagées dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLU ainsi qu'un véritable protocole de suivi tel qu'attendu dans le cadre de l'évaluation environnementale, élargi à l'ensemble des thématiques environnementales et comportant des indicateurs, leur source et leur état initial.**

- Les règlements écrits de zone naturelle N et naturelle protégée Np ne sont pas fournis dans le dossier, ce qui ne permet pas d'évaluer le niveau actuel de protection de ces zones. Le classement en zone agricole génère un droit à construire que le dossier, en l'absence de fourniture du règlement écrit, ne permet pas non plus d'appréhender précisément, en particulier concernant l'encadrement des impacts potentiels.

**La MRAe recommande de présenter le règlement écrit des zones N, Np et A concernées par le projet de modification simplifiée n°3 du PLU. Cette présentation doit permettre une compréhension plus précise des incidences potentielles de la modification simplifiée n°3 du PLU.**

- L'analyse des incidences sur le milieu ne comporte pas de données relatives à la superficie des terrains permettant d'évaluer la stratégie d'évitement présentée.

**La MRAe recommande de présenter les surfaces affectées par l'évolution du PLU et les surfaces préservées dans le cadre de la stratégie d'évitement et de réduction des incidences sur les zones N et Np.**

### **1. Concernant la justification du choix des sites objets de la modification simplifiée n°3**

Le dossier indique que quinze exploitations sont engagées dans des mesures agro-environnementales sur plus de 225 ha (site Natura 2000 de *la Nivelle*), contribuant ainsi à la préservation des enjeux de biodiversité et de qualité de l'eau. Le maintien de ces exploitations participe ainsi aux objectifs de conservation du site.

Il précise et justifie le besoin d'évolution du PLU par une présentation des activités et de la fonction des bâtiments envisagés (bergerie, stockage de matière première, laboratoire, etc.). Le choix des sites repose notamment sur les îlots culturels à vocation d'élevage recensés en 2018 dans le cadre de la révision en cours du PLU. La MRAe note qu'un des quatre sites étudiés (*Leonenborda*) n'est pas inventorié en tant que tel.

Le dossier indique que les quatre projets consistent à développer une activité agricole existante. Il semble indiquer que les 4 projets ont été retenus parmi d'autres candidatures existantes. Ce point mériterait d'être précisé. Si tel est le cas, les critères ayant présidé au choix de ces quatre projets méritent d'être exposés, notamment leurs caractéristiques environnementales.

Par ailleurs le dossier n'expose pas les raisons du choix des parcelles retenues ni les alternatives (éventuellement de moindre impact) étudiées avant de déterminer les emplacements retenus pour les bâtiments à créer.

La MRAe constate ainsi que le dossier ne présente pas de scénario alternatif permettant de justifier la recherche de solutions privilégiant la gestion économe des espaces naturels et la limitation de l'artificialisation des sols. (analyse du parc de locaux disponible par exemple ou mobilisation de parcelles d'ores et déjà en zone A).

**La MRAe recommande de préciser la démarche de sélection des sites concernés, notamment au regard des enjeux environnementaux.**

### **2. État initial de l'environnement**

Le dossier dresse un état des lieux détaillé des enjeux relatifs aux patrimoines naturel et culturel et des risques et nuisances concernant le territoire communal. Il décrit le caractère vallonné et pentu des terres agricoles, principalement destinées à une activité fourragère (54% de la surface agricole communale). Il situe les parcelles concernées par rapport aux réservoirs biologiques du SRADDET<sup>2</sup> cartographiés en figure n°4.

<sup>2</sup> Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Nouvelle Aquitaine a été approuvé le 27 mars 2020.



Les sites à enjeux les plus forts sont les deux sites Natura 2000, zones spéciales de conservation au titre de la Directive « Habitat » La Nivelle<sup>3</sup> (FR-7200785) et La Nive<sup>4</sup> (FR-7200786).

Le rapport de présentation indique en page 44 que le projet ne concerne pas de zone humide.

La MRAe constate :

- que les données écologiques présentées résultent de la seule analyse bibliographique des périmètres d'inventaire et de protection du milieu naturel,
- que les parcelles concernées par la modification simplifiée n°3 ne sont pas situées par rapport à la trame verte et bleue locale (déclinée dans le PLU), mais uniquement par rapport à ceux établis à l'échelle du SRADDET,
- que l'intérêt agricole des terrains retenus (valeur fourragère, rôle dans le fonctionnement des exploitations, etc.) n'est pas précisé,
- que le dossier ne permet pas d'appréhender précisément le caractère humide des terrains concernés alors que la modification simplifiée n°3 du PLU, en ouvrant un droit à construire par le classement en zone agricole A des zones N et Np est susceptible de modifier ou d'altérer des zones humides.

**La MRAe recommande, compte tenu des sensibilités établies du milieu naturel, de mener des investigations de terrain portant sur une période adaptée au contexte écologique et de confirmer la caractérisation des zones humides en tenant compte des nouvelles dispositions de l'article L. 211-1 du code de l'environnement<sup>5</sup>. Les caractéristiques des terrains retenus demandent également à être précisées.**

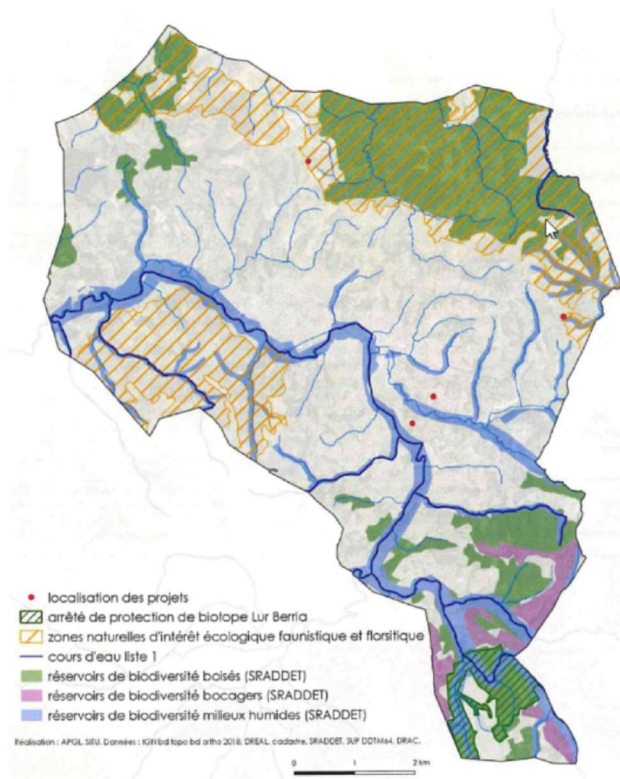


Figure n°4 : Les réservoirs biologiques (rapport de présentation page 24)

3 <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR7200785>

4 <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR7200786>

5 Modifié par la loi du 24 juillet 2019 renforçant la police de l'environnement, et d'ores-et-déjà en application. Cet article définit notamment les zones humides comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (détermination selon le critère pédologique ou floristique)

### 3. Incidences sur le milieu naturel

Le dossier analyse les incidences de chaque secteur sur les sites Natura 2000, concluant à une absence d'incidence sur cet enjeu. Les terrains concernés par le re-classement en zone agricole A sont situés en continuité d'activités agricoles existantes, limitant ainsi, selon le dossier, l'effet de coupure des continuités écologiques.

Le projet indique que le projet de modification simplifiée n°3 du PLU ne concerne ni les réservoirs biologiques du SRADDET, ni de zone humide. Comme évoqué ci-dessus, cette affirmation nécessite d'être étayée par une déclinaison plus fine de la trame verte et bleue locale.

L'analyse des incidences de la modification simplifiée n°3 du PLU pour chaque secteur concerné appelle les remarques suivantes de la MRAe :

#### a) Secteur Zaluaga – route d'Ahetze

La parcelle prévue en zone agricole A est localisée à l'extrémité Sud de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) « Bois et Landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » qui justifie le classement actuel de ce terrain en zone naturelle protégée Np.

Le dossier indique que le terrain est constitué d'une prairie et est déjà en partie artificialisé.

La collectivité a réduit à une parcelle au lieu de deux l'emprise initialement concernée, évitant ainsi la partie boisée de ce secteur.

La MRAe constate ainsi qu'une démarche d'évitement a été initiée dans ce secteur en classant en secteur agricole A une emprise foncière limitée aux seuls besoins de développement de l'exploitation.

#### b) Secteurs Ehaltzekoborda, Arhaltzeko Borda et Leonenborda

Les terrains de ces secteurs servent actuellement de pâturage et se situent en zone naturelle N, à proximité du site Natura 2000 La Nivelle (respectivement à 200 m, 150 m et 250 m). La vallée de la Nivelle figure en tant que zone inondable du plan de prévention du risque inondation.

Le secteur Ehaltzekoborda est situé dans le site inscrit du Labourd, caractérisé par son intérêt paysager de basse et moyenne montagne, ses villages pittoresques et ses paysages agricoles et naturels. Le secteur Leonenborda est située à 50 m du site Natura 2000 La Nive.

La superficie du reclassement en zone A dans le projet de modification simplifiée n°3 semble surdimensionnée par rapport aux projets agricoles présentés de la page 13 à la page 19 du rapport de présentation.

**La MRAe recommande d'approfondir la démarche d'évitement et de réduction des incidences sur les zones naturelles N concernées, comme cela a été fait pour le secteur Zaluaga – route d'Ahetze, où le zonage agricole A a été adapté aux seuls besoins de construction identifiés.**

### 4. Incidences sur le voisinage

Pour Arhaltzeko Borda, la zone A est créée à proximité d'une zone urbanisée classée Uc. Le dossier précise qu'aucune habitation d'un tiers n'est située dans une bande de 100 m autour de la zone du projet. Les autres projets se situent dans des secteurs d'habitat dispersé.

**La MRAe souligne que la vérification de périmètres d'éloignement suffisants des zones d'habitation existantes ou prévues par le PLU est une composante importante du projet. Ce point mérite encore d'être affirmé.**

### 5. Incidences sur le paysage

Le classement des parcelles en zone agricole A permet une constructibilité dont les incidences paysagères ne peuvent être appréciées, le règlement de la zone A (donc en particulier les prescriptions qualitatives) n'ayant pas été mis à disposition de la MRAe.

**La MRAe recommande d'introduire une analyse des incidences de la modification simplifiée n°3 du PLU sur le paysage et de présenter les dispositions relatives à l'insertion architecturale et paysagère des aménagements autorisés en zone agricole A.**



#### **IV – Synthèse des points principaux de l'avis de l'autorité environnementale**

La communauté d'agglomération Pays basque souhaite, pour permettre le développement de l'activité agricole sur le territoire de St-Pée-sur-Nivelle, reclasser en secteur agricole A quatre parcelles situées en secteur naturel N du PLU en vigueur (dont une en zone naturelle protégée Np).

La MRAe estime que l'évaluation environnementale fournie répond globalement aux questions évoquées dans sa décision de soumission.

La MRAe estime toutefois que le choix des secteurs destinés à recevoir des installations agricoles devrait être mieux expliqué. Les caractéristiques des terrains retenus doivent également être précisées.

La MRAe recommande par ailleurs de poursuivre la démarche d'évitement concernant les secteurs Ehaltzekoborda, Arhaltzeko Borda et Leonenborda, localisés à proximité de sites patrimoniaux protégés. Les zonages retenus, vraisemblablement à l'échelle de parcelles de vaste ampleur, permettent en effet une constructibilité allant au-delà des objectifs retenus.

La MRAe estime également nécessaire de préciser les incidences paysagères potentielles du projet de modification simplifiée n°3 du PLU ainsi que les dispositions envisagées dans le règlement écrit pour assurer l'insertion paysagère des aménagements.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations dans le corps de l'avis.

À Bordeaux, le 16 août 2021

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,  
le membre délégataire

**Signé**

Didier Bureau



# SAINT PEE SUR NIVELLE

## PLAN LOCAL D'URBANISME



### MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU

#### C – Avis des Personnes Publiques Associées

Dossier mis à disposition du public



**Agence Publique de Gestion Locale**  
**Service Intercommunal Territoires et Urbanisme**  
Maison des Communes - rue Auguste Renoir  
B.P.609 - 64006 PAU Cedex  
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47  
Courriel : [service.urbanisme@apgl64.fr](mailto:service.urbanisme@apgl64.fr)





## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	2
1. Avis de la Chambre d'agriculture .....	3
2. Avis du syndicat mixte en charge du SCOT .....	5
3. Avis du DEPARTEMENT 64 .....	8
4. Avis de TEREGA .....	9
5. Avis de la MRAE .....	14
1.1 Avis en date du 24 mars 2021 .....	14
2.1 Avis en date du 16 août 2021 .....	17

# 1. AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE



Monsieur le Président  
Communauté d'Agglomération Pays  
Basque - DGASTAH  
15 avenue FOCH  
CS88507  
64185 Bayonne

**Siège Social**

124 boulevard Tourasse  
64078 PAU CEDEX  
Tél : 05.59.80.70.00  
Fax : 05.59.80.70.01  
Email :  
[accueil@pa.chambagri.fr](mailto:accueil@pa.chambagri.fr)

Hasparren, le 10 février 2021

Affaire suivie par :

Gaëlle BENCE  
☎ 05.59.70.29.25  
Portable : 06.09.48.67.63  
Fax : 05.59.70.29.29  
Email :  
[g.bence@pa.chambagri.fr](mailto:g.bence@pa.chambagri.fr)

**A l'attention de Jérôme ARHANCET**

**Objet : Modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle**

Monsieur le Président,

Mes services ont reçu le projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Cette modification a pour objectif de répondre aux besoins des exploitations en terme de bâtiments agricoles. Le rapport de présentation précise effectivement que des projets de développement agricoles ne peuvent aujourd'hui se concrétiser car ils sont localisés dans un zonage naturel N inconstructible du PLU en vigueur. Or les secteurs ciblés sont bien à usage agricole, comme le montre le diagnostic agricole qui figure dans le projet de révision du PLU engagé en 2015 et arrêté en 2019.

Le passage d'un zonage naturel N en agricole A va permettre de répondre aux exploitations agricoles ayant des besoins en bâtiments à court terme, dans la cadre de projets d'installation et pour contribuer à la pérennisation des structures.

La Chambre d'agriculture émet un avis favorable à cette modification simplifiée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Établissement public  
loi du 31/01/1924  
Siret 186 400 032 00022  
APE 9411Z  
[www.pa.chambagri.fr](http://www.pa.chambagri.fr)






Vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

**Bernard LAYRE**  
*Président de la Chambre d'Agriculture*

## 2. AVIS DU SYNDICAT MIXTE EN CHARGE DU SCOT



Envoyé en préfecture le 29/03/2021  
 Reçu en préfecture le 29/03/2021  
 Affiché le   
 ID : 064-256404278-20210311-BS2021031102-DE

**Syndicat Mixte du SCOT du Pays Basque et du Seignanx**  
 19 rue Jean Molinié - 64100 BAYONNE - Tél : 05.59.74.02.57

### BUREAU SYNDICAL DU JEUDI 11 mars 2021

Extrait du registre des décisions du Bureau

Le Bureau syndical s'est réuni dans la salle Sanoki à Itxassou le 11 mars 2021 à 18h30, sur invitation du Président, Marc Bérard, en date du 5 mars 2021.

Président de séance : Marc BERARD

		Territoires	Présents	Absents ou excusés	Procuration à
Communauté d'Agglomération Pays Basque	Côte Basque Adour		BERARD Marc	BACH Fabrice-Sébastien	
			DE PAREDES Xavier	LACASSAGNE Alain	
	Sud Pays Basque		DAGUERRE ELIZONDO M-Christine		
			EUSTACHE Dany		
	Errobi		GOYHETCHE Ramuntxo		
			CARRÈRE Bruno		
	Nive-Adour		LABÈGUERIE Marc		
			CIER Vianney		
	Pays de Hasparren		SAINT ESTEVEN Marc		
			GASTAMBIDE Arño		
	Amikuze		HARAN Gilles		
	Garazi-Baïgorry		ETCHEBER Peio	DAGUERRE Mayie	
	Soule		COSCARAT Jean-Michel	BARETS Claude	
	Iholdy-Ostibarre			IRIART Jean-Pierre	
C.de communes du Seignanx	Pays de Bidache		LARRALDE André	ELGART Xabi	
			GOITY Xalbat		
			AIME Thierry		
			LASSERRE Jean-François		
			DUFAU Isabelle	PEYNOCHE Gilles	DUFAU Isabelle

Date d'envoi de la convocation : 05/03/2021

Membres du Bureau en exercice : 25

Membres du Bureau présents : 18

Membres du Bureau ayant pris part au vote (y compris procurations) : 19

### Décision n°2021-09 – Urbanisme : Avis sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Saint Pée sur Nivelle

Le Bureau du Syndicat Mixte du SCOT est sollicité par la Communauté d'Agglomération Pays Basque pour émettre un avis en tant que Personne Publique Associée sur la modification simplifiée n°3 du PLU de SAINT PEE SUR NIVELLE.

*Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.*

L'examen des procédures d'urbanisme en cours et l'exercice du rôle de PPA, constitue pour le Syndicat, un moyen important de s'assurer que chaque projet contribue effectivement à la mise en œuvre des orientations du SCoT en vigueur à leur échelle.

Le Bureau syndical a pris connaissance avec intérêt et attention du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de SAINT PEE SUR NIVELLE lors de la séance du 11 mars 2021. Cette présentation s'est faite en présence de Monsieur Dominique IDIART, le Maire, et de Madame Pierrette PARENT- DOMERGUE, première Adjointe en charge de l'urbanisme. Ils ont pu répondre à toutes les questions que souhaitaient poser les élus du Bureau.

**La commune de Saint Pée sur Nivelles souhaite déclasser 4 secteurs en zones naturelles pour les classer en zones agricoles et ainsi permettre la création de bâtiments agricoles.**

Les parcelles concernées sont occupées par de jeunes exploitants récemment installés ou souhaitant reprendre l'activité familiale. Dans le cadre de leurs activités, ces exploitants ont besoin de construire de nouveaux bâtiments agricoles. Or le règlement de la zone naturelle interdit ce type de constructions. Pour ne pas retarder les projets portés par ces exploitants, la commune propose donc un reclassement en zone agricole.

**Les quatre secteurs concernés par cette proposition :**

**Secteur Zaluaga, Route d'Ahetze (1,8 ha)**

L'exploitant dispose d'un bâtiment agricole de 100 ovins. Le projet de développement (nouvelle bergerie avec transformation laitière, stockage, salle de traite, laiterie, salle de transformation, affinage, local technique et bureau) porté par l'agriculteur n'est pas possible au sein du bâtiment existant. Il est donc envisagé la création d'un nouveau bâtiment dans la continuité de l'existant.

**Secteur Ehaltzekoborda (1,4ha)**

Il s'agit pour l'exploitant de construire un bâtiment agricole en remplacement du bâtiment actuellement utilisé implanté en bordure du chemin Mendi Eder.

Le nouveau bâtiment accueillera la bergerie et un espace de stockage de fourrage et de matériel. Il serait positionné à proximité de la frange boisée dans la partie de la parcelle la moins impactante possible.

**Secteur Arhaltzeko Borda (2ha)**


L'exploitation (élevage ovins) est en cours de transmission dans le cadre familial. Le bâtiment actuel (250 ovins et stockage) est entièrement occupé. La construction d'un bâtiment à proximité de l'existant permettrait de relocaliser le stockage et de dégager de la place pour l'augmentation du cheptel dans le bâtiment existant.

**Secteur Leonenborda (2,1 ha)**

Il s'agit de permettre la réalisation d'une bergerie pour un cheptel d'environ 90 ovins et 14 bovins, ainsi qu'un espace de stockage de fourrage. Les deux parcelles concernées sont communales et mises à disposition de l'agriculteur qui exploite déjà plusieurs parcelles sur ce secteur.

Pour l'instant, aucun bâtiment sur le secteur ne peut répondre à ses besoins. La localisation du projet reste à définir.

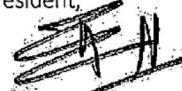
**décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.**

Envoyé en préfecture le 29/03/2021  
Reçu en préfecture le 29/03/2021  
Affiché le   
ID : 064-256404278-20210311-BS2021031102-DE

Le Bureau syndical après en avoir débattu et délibéré à l'unanimité des voix exprimées :

→ EMET UN AVIS FAVORABLE sur ce projet de modification n°3 du PLU de Saint Pée sur Nivelle.

Le Président,



Marc BERARD



### 3. AVIS DU DEPARTEMENT 64



TERRITOIRES, ÉDUCATION, VIVRE ENSEMBLE  
DIRECTION TERRITOIRES ET CADRE DE VIE  
MISSION INGÉNIERIE ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Affaire suivie par : Xavier CAHN  
Téléphone : 05 59 11 42 55  
Email : [xavier.cahn@le64.fr](mailto:xavier.cahn@le64.fr)

Référence : 2020/015

Pau, le 02 MARS 2021



Monsieur Jean-René ETCHEGARAY  
Président  
Communauté d'agglomération Pays Basque  
15 AVENUE FOCH  
CS 88 507  
64185 BAYONNE CEDEX

Objet : Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle - Avis du Département

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 2 février 2021, vous nous avez adressé, pour avis, votre projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Suite à l'examen par les services du Département, votre dossier ne fait pas l'objet d'observations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,  
L'adjointe au Directeur général adjoint  
chargé de la Direction générale adjointe des Territoires,  
de l'Éducation et du Vivre-Ensemble

Valérie ELOIRE



## 4. AVIS DE TERE GA



Direction Opérations  
Coordination de BILLÈRE  
7 rue de la Linière  
64140 BILLÈRE  
Tél : +33 (0) 5 57 26 54 00  
travaux-tiers.billere@terega.fr

BILLÈRE, le 09/03/2021

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS  
BASQUE

POLE ERROBI  
ZA Errobi-Alzuyeta  
CS 40041  
64250 ITXASSOU

A l'attention de Joïmo ARHANCET

DOP/ETR/COPT/BI-T2021 / 262 - PL  
Affaire suivie par : Pierre LAFON

V/Ref - Dossier PLU

Objet - Plan Local d'Urbanisme (révision)  
Modification PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle.  
Commune de SAINT-PEE-SUR-NIVELLE - 64

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre courrier concernant le projet d'établissement du PLU de la commune citée en objet.

Nous vous confirmons que notre réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression traverse votre commune. Les ouvrages concernés sont :

**CANALISATION DN 600 ST PEE/NIVELLE-URRUGNE  
CANALISATION DN 600 ARCANGUES-ST PEE/NIVELLE**

Ce réseau est soumis à l'arrêté ministériel du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques. Il est également soumis au Code de l'Environnement qui instaure des Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Conformément à cette réglementation, nous vous demandons de tenir compte des contraintes liées aux servitudes de nos canalisations de transport de gaz naturel à haute pression qui sont transcrites dans des arrêtés préfectoraux transmis à la commune.

A titre d'information, nous vous joignons les éléments suivants : le document GAZ I3, indiquant les ouvrages TEREGA traversant votre commune (Tableau 1), la largeur de la servitude non aedificandi (Tableau 2) et la référence à l'arrêté préfectoral instituant les SUP sur la commune.

Suite à la promulgation des SUP, TEREGA ne fournit pas d'extrait SIG ou de cartographie papier des bandes SUP qui sont annexées aux arrêtés et peuvent être consultées dans les services de la Préfecture et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ainsi que dans la mairie de la commune concernée.

Toutefois, TEREGA peut fournir sous convention le tracé des bandes de servitude de passage I3 (servitude non aedificandi).

**TEREGA S.A.**

Siège social : 40, avenue de l'Europe • CS 205 22 • 64010 Pau Cedex  
Tél. +33 (0)5 59 13 34 00 • Fax +33 (0)5 59 13 35 60 • [www.terega.fr](http://www.terega.fr)

Capital de 17 579 086 euros • RCS Pau 095 580 841

Afin que soit respecté l'ensemble des dispositions réglementaires et que nous puissions analyser au mieux les interactions possibles entre de futurs projets de construction et nos ouvrages, **il est demandé que :**

- le tracé des canalisations et de leurs servitudes soient représentés sur les cartographies du PLU, afin d'attirer l'attention sur les risques potentiels que présentent nos ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation.
- les servitudes liées à la présence de nos ouvrages présentées dans le document GAZ I3 joint soient mentionnées dans la liste des servitudes de votre PLU,
- les contraintes d'urbanisme mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du document GAZ I3 joint soient inscrites dans votre PLU,
- TEREKA soit consulté le plus en amont possible dès lors qu'un projet d'urbanisme (ERP, IGH, CU, PC...) se situe dans la zone SUP1 reportée sur la cartographie annexée à l'arrêté préfectoral,
- TEREKA soit consulté pour toutes modifications ultérieures envisagées pour l'occupation des sols en termes de Plan Local d'Urbanisme.

En cas de projet incompatible avec la présence de nos ouvrages TEREKA pourra être amené à émettre un avis défavorable. Il y aura alors lieu d'étudier un aménagement du projet ou de la canalisation, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, nous vous rappelons qu'au titre des articles R-554-19 et suivants du code de l'environnement, et afin d'éviter lors des travaux tous risques d'endommagement des ouvrages enterrés environnant, tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le télé-service [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) et y déposer les DT et DICT. Cette déclaration devra être adressée, au plus tard 7 jours avant le commencement des travaux à l'adresse TEREKA mentionnée par le télé-service.

Nous vous informons également que nous souhaitons uniquement être associés au « porter à connaissance », avec consultation à terme de notre service, nous n'assisterons donc pas aux commissions de travail du PLU.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos salutations distinguées.

**Le Responsable Activité Travaux Tiers**

**Jean-Alain MOREAU**

PJ. Document GAZ I3 (bandes de servitude et contraintes d'urbanisme)

<p align="center"><b>PLAN LOCAL D'URBANISME</b></p> <p align="center"><b>Commune de SAINT-PEE-SUR-NIVELLE - 64</b></p> <p align="center"><b>Servitudes I3</b></p> <p align="center"><b>Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz</b></p>
<p align="center"><b>RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL TEREGA</b></p> <p align="center"><b>CONTRAINTES D'URBANISME</b></p>

**1. Dénomination des ouvrages TEREGA traversant la commune**

La commune est traversée par les ouvrages suivants :

**Tableau 1 : Ouvrages TEREGA**

Nom de la canalisation	Pression Maximale de Service (Bar)	Diamètre (mm)	Traverse / impacte	Longueur sur la commune (km)	Référence Arrêté d'Autorisation
CANALISATION DN 600 ARCANGUES - URRUGNE	80	600	Traverse	4,88	Arrêté du 18/06/2004



## 2. Références aux principaux textes officiels

- Code de l'énergie
- Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 à 36
- Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 121-1, L.121-2, L. 122-1, L. 123-1 et R 431-16
- Arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques
- Etude de dangers générique du transporteur TERE GA

## 3. Servitude non aedificandi

Cette servitude correspond à une bande de libre passage permettant l'accès aux agents de TERE GA pour l'entretien, la surveillance et la maintenance des canalisations et de leur environnement.

A l'intérieur de cette bande, les propriétaires des parcelles concernées se sont engagés par convention à ne pas procéder, sauf accord préalable de TERE GA, à des constructions, à la plantation d'arbres ou arbustes, à l'édification de clôtures avec des fondations ou à des stockages même temporaires.

Tableau 2 : Largeur des bandes de servitude non aedificandi

Nom de la canalisation	Largeur de la bande de servitude non aedificandi (m)
CANALISATION DN 600 ARCANGUES- URRUGNE	De 4 à 10 mètres

#### 4. Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

La commune a fait l'objet d'un arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Les ouvrages traversant ou impactant votre commune ainsi que les restrictions d'urbanisme sont listés dans cet arrêté.

#### 5. Travaux à proximité du réseau TERECA

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Articles R. 554-1 à R. 554-39 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.
- Arrêté Ministériel du 15 février 2012 et Décret du 17 juin 2014 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.
- Tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le **télé-service** [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) et déposer si nécessaire les DT et DICT auprès de TERECA. Cette déclaration devra être adressée, au plus tard 7 jours avant le commencement des travaux à l'adresse TERECA mentionnée par le téléservice.

## 5. AVIS DE LA MRAE

### 1.1 AVIS EN DATE DU 24 MARS 2021



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, relative à la modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64) portée par la communauté d'agglomération Pays Basque**

N° MRAe 2021DKNA74

dossier KPP-2021-10669

**Décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2020-1029 du 11 août 2020 modifiant le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 2 septembre 2020 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la communauté d'agglomération Pays-Basque, reçue le 1<sup>er</sup> février 2021, par laquelle il demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 2 mars 2021 ;

Décision n°2021DKNA74 du 24 mars 2021

1/3



**Considérant** que la communauté d'agglomération Pays Basque, compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une troisième modification simplifiée au plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 19 décembre 2001 de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle, 6 849 habitants sur un territoire de 6 510 hectares ;

**Considérant** que cette modification simplifiée a pour objet de développer et d'étendre quatre exploitations agricoles en reclassant en zone agricole A quatre parcelles actuellement classées en zone naturelle N et deux parcelles classées en zone naturelle protégée Np ;

**Considérant** que le dossier ne précise pas la nature et les raisons du classement actuel des parcelles en zone naturelle ; qu'il ne justifie pas non plus le déclassement envisagé ;

**Considérant** que les parcelles protégées Np sont situées au sud de la ZNIEFF<sup>1</sup> « bois et landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » et à proximité immédiate d'un espace boisé classé ;

**Considérant** que la qualité agronomique des terres et les incidences environnementales du reclassement envisagé en zone A devraient être évaluées de manière objective ;

**Concluant**, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

## Décide :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle présenté par la communauté d'agglomération Pays Basque (64) **est soumis à évaluation environnementale**.

### Article 2 :

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>. En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux,

Bernadette  
MILHERES

bernadette.milheres

Signature numérique de  
Bernadette MILHERES  
bernadette.milheres  
Date : 2021.03.24 16:48:12 +01'00'

## Voies et délais de recours

### **1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**  
**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

1 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique



**2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.

## 2.1 AVIS EN DATE DU 16 AOÛT 2021



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale  
de Nouvelle-Aquitaine**  
**sur le projet de modification simplifiée n°3 du plan local  
d'urbanisme de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64)  
portée par la communauté d'agglomération Pays Basque**

n°MRAe 2021ANA53

dossier PP-2021-11113

**Porteur du Plan (de la Procédure) :** Communauté d'agglomération Pays Basque

**Date de saisine de l'autorité environnementale :** 17 mai 2021

**Date de l'avis de l'agence régionale de santé :** 25 juin 2021

### **Préambule.**

*Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.*

*En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).*

*Conformément au règlement intérieur du CGEDD et à la décision du 2 septembre 2020 de la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 16 août 2021 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Didier BUREAU.*

*Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.*

## I Le projet d'évolution du PLU et son contexte

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur le projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 19 décembre 2011, de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (6 888 habitants en 2018 sur un territoire de 65,08 km<sup>2</sup>), située dans le département des Pyrénées-Atlantiques. L'objectif est de permettre la création de nouveaux bâtiments agricoles dans quatre secteurs de la commune (figure n°1).

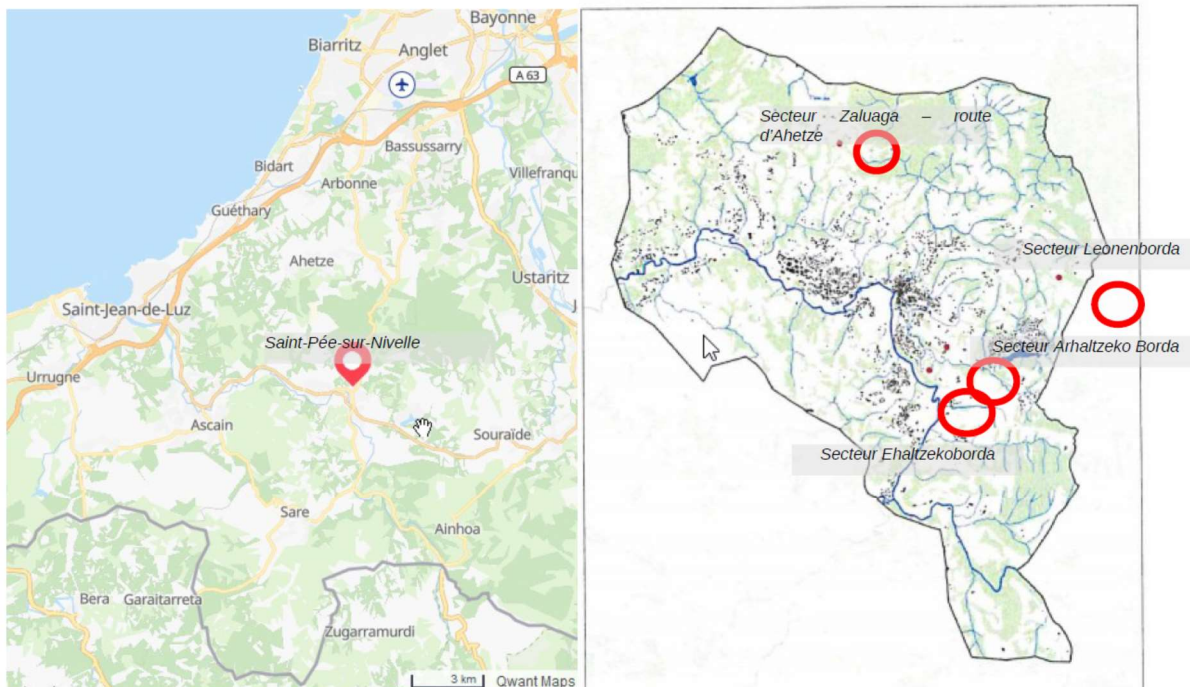


Figure n°1 : Localisation de la commune et des quatre sites (source Qwant maps et page 8 du rapport de présentation)

L'activité agricole de la commune, orientée principalement vers le pastoralisme, s'inscrit sur des espaces à forte valeur paysagère, écologique et culturelle, caractérisés notamment par la présence des sites Natura 2000 de La Nive et de La Nivelle et du site inscrit du Labourd (figure n°2 ci-après).

Le parti d'aménagement du PLU approuvé en 2011, prévoit un zonage agricole qui, selon la collectivité compromet le développement de plusieurs exploitations.

Quatre exploitants agricoles ont ainsi déposé, pour permettre le développement de leur activité, une demande de subvention qui est conditionnée à la construction de nouveaux bâtiments d'élevage. Ces constructions doivent notamment permettre de respecter les normes sanitaires en vigueur.

Les exploitations ne comportant actuellement pas le foncier nécessaire à la réalisation de ces bâtiments, la collectivité souhaite reclasser en secteur agricole A des terrains situés dans le PLU en vigueur en secteur naturel N.

La Mission régionale d'autorité environnementale, consultée par la collectivité dans le cadre de la procédure d'examen « au cas par cas » a soumis par décision du 24 mars 2021<sup>1</sup> la modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme à évaluation environnementale pour les motifs repris ci-dessous :

- cette modification simplifiée a pour objet de développer et d'étendre quatre exploitations agricoles en reclassant en zone agricole A quatre parcelles actuellement classées en zone naturelle N et deux parcelles classées en zone naturelle protégée Np ;
- le dossier fourni ne précisait pas la nature et les raisons du classement actuel des parcelles en zone naturelle et ne justifiait pas non plus le déclassement envisagé ;

1 [http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp\\_2021\\_10669\\_ms3\\_plu\\_st-pee-sur-nivelle\\_d\\_signe.pdf](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp_2021_10669_ms3_plu_st-pee-sur-nivelle_d_signe.pdf)



- une partie des parcelles protégées Np (dans le secteur Aluaga – route d'Ahetze) sont situées au sud de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Bois et landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » et à proximité immédiate d'un espace boisé classé (EBC) ;
- la qualité agronomique des terres et les incidences environnementales du reclassement envisagé en zone A devraient être évaluées.

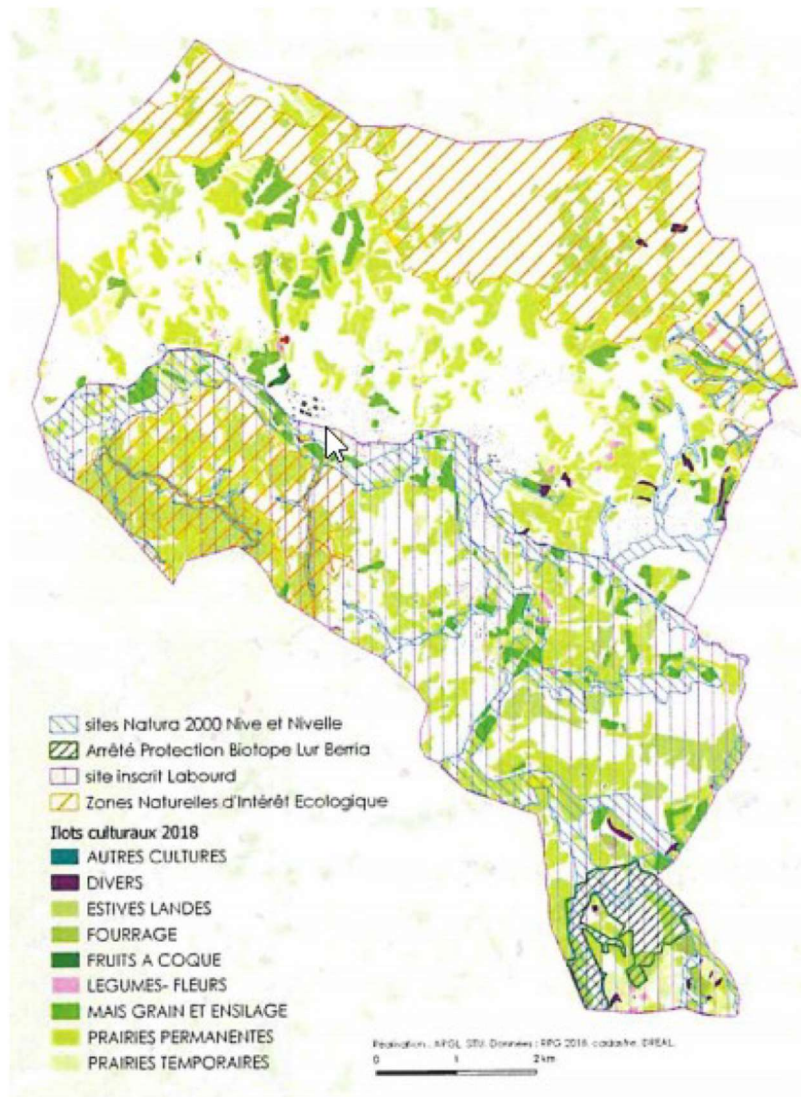


Figure n°2 : Ilots cultureux et périmètres de protection du patrimoine naturel (page 7 du rapport de présentation)

L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au pétitionnaire, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document.

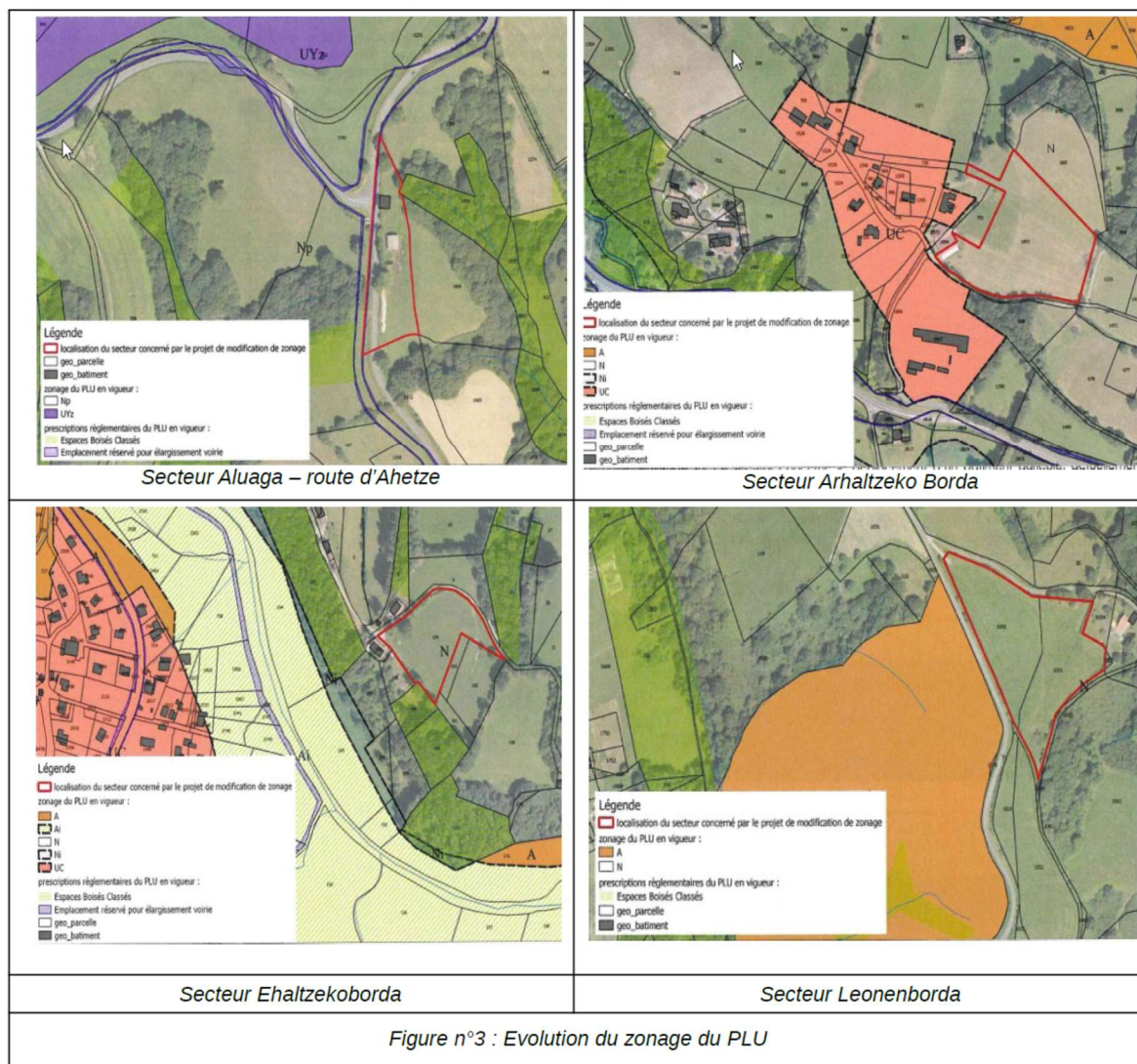
La démarche a pour but d'évaluer les incidences du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser les incidences négatives. La procédure est détaillée dans le rapport de présentation établi conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et objet du présent avis.



## II - Objet de la modification simplifiée n°3

Ainsi qu'indiqué précédemment, la parcelle concernée par la modification simplifiée n° 3 du PLU de Saint-Pée-sur-Nivelle du secteur « Aluaga – route d'Ahetze » est actuellement classé en zone naturelle protégée Np et les quatre autres (dans les autres secteurs) sont classés en zone naturelle N (figure n°3). Ces classements ne permettent aucune construction à usage agricole.

La modification simplifiée n° 3 du PLU a pour objet de faire évoluer le règlement graphique du PLU en vigueur en classant l'ensemble de ces parcelles en zone agricole A.



## III – Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement

Le dossier comporte un rapport de présentation, des extraits du plan de zonage modifié et la décision de la MRAe de soumission de la modification simplifiée n°3 du PLU à évaluation environnementale.

Il s'attache à présenter les enjeux du site, les incidences du projet de modification sur l'environnement et les mesures d'évitement réduction d'impacts envisagées. Le rapport demande cependant des précisions.



- La conclusion présentée en page 43 ne permet pas une lecture hiérarchisée des incidences potentielles identifiées, et le dossier ne présente aucun dispositif permettant d'assurer le suivi du projet de modification simplifiée n°3 du PLU, et donc l'effectivité de la démarche d'évitement-réduction d'impact du PLU.

**La MRAe recommande de présenter, pour la bonne information du public, une synthèse hiérarchisée des enjeux, des incidences et des mesures envisagées dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLU ainsi qu'un véritable protocole de suivi tel qu'attendu dans le cadre de l'évaluation environnementale, élargi à l'ensemble des thématiques environnementales et comportant des indicateurs, leur source et leur état initial.**

- Les règlements écrits de zone naturelle N et naturelle protégée Np ne sont pas fournis dans le dossier, ce qui ne permet pas d'évaluer le niveau actuel de protection de ces zones. Le classement en zone agricole génère un droit à construire que le dossier, en l'absence de fourniture du règlement écrit, ne permet pas non plus d'appréhender précisément, en particulier concernant l'encadrement des impacts potentiels.

**La MRAe recommande de présenter le règlement écrit des zones N, Np et A concernées par le projet de modification simplifiée n°3 du PLU. Cette présentation doit permettre une compréhension plus précise des incidences potentielles de la modification simplifiée n°3 du PLU.**

- L'analyse des incidences sur le milieu ne comporte pas de données relatives à la superficie des terrains permettant d'évaluer la stratégie d'évitement présentée.

**La MRAe recommande de présenter les surfaces affectées par l'évolution du PLU et les surfaces préservées dans le cadre de la stratégie d'évitement et de réduction des incidences sur les zones N et Np.**

### **1. Concernant la justification du choix des sites objets de la modification simplifiée n°3**

Le dossier indique que quinze exploitations sont engagées dans des mesures agro-environnementales sur plus de 225 ha (site Natura 2000 de *la Nivelle*), contribuant ainsi à la préservation des enjeux de biodiversité et de qualité de l'eau. Le maintien de ces exploitations participe ainsi aux objectifs de conservation du site.

Il précise et justifie le besoin d'évolution du PLU par une présentation des activités et de la fonction des bâtiments envisagés (bergerie, stockage de matière première, laboratoire, etc.). Le choix des sites repose notamment sur les îlots culturels à vocation d'élevage recensés en 2018 dans le cadre de la révision en cours du PLU. La MRAe note qu'un des quatre sites étudiés (*Leonenborda*) n'est pas inventorié en tant que tel.

Le dossier indique que les quatre projets consistent à développer une activité agricole existante. Il semble indiquer que les 4 projets ont été retenus parmi d'autres candidatures existantes. Ce point mériterait d'être précisé. Si tel est le cas, les critères ayant présidé au choix de ces quatre projets méritent d'être exposés, notamment leurs caractéristiques environnementales.

Par ailleurs le dossier n'expose pas les raisons du choix des parcelles retenues ni les alternatives (éventuellement de moindre impact) étudiées avant de déterminer les emplacements retenus pour les bâtiments à créer.

La MRAe constate ainsi que le dossier ne présente pas de scénario alternatif permettant de justifier la recherche de solutions privilégiant la gestion économe des espaces naturels et la limitation de l'artificialisation des sols. (analyse du parc de locaux disponible par exemple ou mobilisation de parcelles d'ores et déjà en zone A).

**La MRAe recommande de préciser la démarche de sélection des sites concernés, notamment au regard des enjeux environnementaux.**

### **2. État initial de l'environnement**

Le dossier dresse un état des lieux détaillé des enjeux relatifs aux patrimoines naturel et culturel et des risques et nuisances concernant le territoire communal. Il décrit le caractère vallonné et pentu des terres agricoles, principalement destinées à une activité fourragère (54% de la surface agricole communale). Il situe les parcelles concernées par rapport aux réservoirs biologiques du SRADDET<sup>2</sup> cartographiés en figure n°4.

<sup>2</sup> Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Nouvelle Aquitaine a été approuvé le 27 mars 2020.



Les sites à enjeux les plus forts sont les deux sites Natura 2000, zones spéciales de conservation au titre de la Directive « Habitat » La Nivelle<sup>3</sup> (FR-7200785) et La Nive<sup>4</sup> (FR-7200786).

Le rapport de présentation indique en page 44 que le projet ne concerne pas de zone humide.

La MRAe constate :

- que les données écologiques présentées résultent de la seule analyse bibliographique des périmètres d'inventaire et de protection du milieu naturel,
- que les parcelles concernées par la modification simplifiée n°3 ne sont pas situées par rapport à la trame verte et bleue locale (déclinée dans le PLU), mais uniquement par rapport à ceux établis à l'échelle du SRADDET,
- que l'intérêt agricole des terrains retenus (valeur fourragère, rôle dans le fonctionnement des exploitations, etc.) n'est pas précisé,
- que le dossier ne permet pas d'appréhender précisément le caractère humide des terrains concernés alors que la modification simplifiée n°3 du PLU, en ouvrant un droit à construire par le classement en zone agricole A des zones N et Np est susceptible de modifier ou d'altérer des zones humides.

**La MRAe recommande, compte tenu des sensibilités établies du milieu naturel, de mener des investigations de terrain portant sur une période adaptée au contexte écologique et de confirmer la caractérisation des zones humides en tenant compte des nouvelles dispositions de l'article L. 211-1 du code de l'environnement<sup>5</sup>. Les caractéristiques des terrains retenus demandent également à être précisées.**

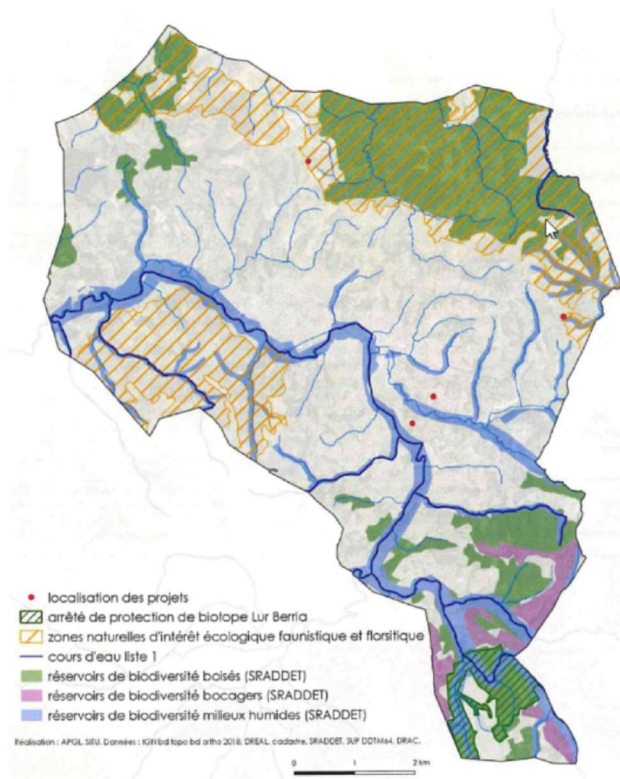


Figure n°4 : Les réservoirs biologiques (rapport de présentation page 24)

3 <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR7200785>

4 <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR7200786>

5 Modifié par la loi du 24 juillet 2019 renforçant la police de l'environnement, et d'ores-et-déjà en application. Cet article définit notamment les zones humides comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (détermination selon le critère pédologique ou floristique)

### 3. Incidences sur le milieu naturel

Le dossier analyse les incidences de chaque secteur sur les sites Natura 2000, concluant à une absence d'incidence sur cet enjeu. Les terrains concernés par le re-classement en zone agricole A sont situés en continuité d'activités agricoles existantes, limitant ainsi, selon le dossier, l'effet de coupure des continuités écologiques.

Le projet indique que le projet de modification simplifiée n°3 du PLU ne concerne ni les réservoirs biologiques du SRADDET, ni de zone humide. Comme évoqué ci-dessus, cette affirmation nécessite d'être étayée par une déclinaison plus fine de la trame verte et bleue locale.

L'analyse des incidences de la modification simplifiée n°3 du PLU pour chaque secteur concerné appelle les remarques suivantes de la MRAe :

#### a) Secteur Zaluaga – route d'Ahetze

La parcelle prévue en zone agricole A est localisée à l'extrémité Sud de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) « Bois et Landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » qui justifie le classement actuel de ce terrain en zone naturelle protégée Np.

Le dossier indique que le terrain est constitué d'une prairie et est déjà en partie artificialisé.

La collectivité a réduit à une parcelle au lieu de deux l'emprise initialement concernée, évitant ainsi la partie boisée de ce secteur.

La MRAe constate ainsi qu'une démarche d'évitement a été initiée dans ce secteur en classant en secteur agricole A une emprise foncière limitée aux seuls besoins de développement de l'exploitation.

#### b) Secteurs Ehaltzekoborda, Arhaltzeko Borda et Leonenborda

Les terrains de ces secteurs servent actuellement de pâturage et se situent en zone naturelle N, à proximité du site Natura 2000 La Nivelle (respectivement à 200 m, 150 m et 250 m). La vallée de la Nivelle figure en tant que zone inondable du plan de prévention du risque inondation.

Le secteur Ehaltzekoborda est situé dans le site inscrit du Labourd, caractérisé par son intérêt paysager de basse et moyenne montagne, ses villages pittoresques et ses paysages agricoles et naturels. Le secteur Leonenborda est située à 50 m du site Natura 2000 La Nive.

La superficie du reclassement en zone A dans le projet de modification simplifiée n°3 semble surdimensionnée par rapport aux projets agricoles présentés de la page 13 à la page 19 du rapport de présentation.

**La MRAe recommande d'approfondir la démarche d'évitement et de réduction des incidences sur les zones naturelles N concernées, comme cela a été fait pour le secteur Zaluaga – route d'Ahetze, où le zonage agricole A a été adapté aux seuls besoins de construction identifiés.**

### 4. Incidences sur le voisinage

Pour Arhaltzeko Borda, la zone A est créée à proximité d'une zone urbanisée classée Uc. Le dossier précise qu'aucune habitation d'un tiers n'est située dans une bande de 100 m autour de la zone du projet. Les autres projets se situent dans des secteurs d'habitat dispersé.

**La MRAe souligne que la vérification de périmètres d'éloignement suffisants des zones d'habitation existantes ou prévues par le PLU est une composante importante du projet. Ce point mérite encore d'être affirmé.**

### 5. Incidences sur le paysage

Le classement des parcelles en zone agricole A permet une constructibilité dont les incidences paysagères ne peuvent être appréciées, le règlement de la zone A (donc en particulier les prescriptions qualitatives) n'ayant pas été mis à disposition de la MRAe.

**La MRAe recommande d'introduire une analyse des incidences de la modification simplifiée n°3 du PLU sur le paysage et de présenter les dispositions relatives à l'insertion architecturale et paysagère des aménagements autorisés en zone agricole A.**



#### **IV – Synthèse des points principaux de l'avis de l'autorité environnementale**

La communauté d'agglomération Pays basque souhaite, pour permettre le développement de l'activité agricole sur le territoire de St-Pée-sur-Nivelle, reclasser en secteur agricole A quatre parcelles situées en secteur naturel N du PLU en vigueur (dont une en zone naturelle protégée Np).

La MRAe estime que l'évaluation environnementale fournie répond globalement aux questions évoquées dans sa décision de soumission.

La MRAe estime toutefois que le choix des secteurs destinés à recevoir des installations agricoles devrait être mieux expliqué. Les caractéristiques des terrains retenus doivent également être précisées.

La MRAe recommande par ailleurs de poursuivre la démarche d'évitement concernant les secteurs Ehaltzekoborda, Arhaltzeko Borda et Leonenborda, localisés à proximité de sites patrimoniaux protégés. Les zonages retenus, vraisemblablement à l'échelle de parcelles de vaste ampleur, permettent en effet une constructibilité allant au-delà des objectifs retenus.

La MRAe estime également nécessaire de préciser les incidences paysagères potentielles du projet de modification simplifiée n°3 du PLU ainsi que les dispositions envisagées dans le règlement écrit pour assurer l'insertion paysagère des aménagements.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations dans le corps de l'avis.

À Bordeaux, le 16 août 2021

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,  
le membre délégataire

**Signé**

Didier Bureau